

Exportation de l'eau: Dion est sceptique

Le chef libéral dit savoir que des négociations sont en cours entre Ottawa et Washington

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, ne croit pas un mot du gouvernement conservateur et soutient avoir des informations disant que l'exportation d'eau en vrac vers les États-Unis est bel et bien considérée par Ottawa. M. Dion s'y oppose et exhorte le premier ministre Ste-

phen Harper à défendre la souveraineté canadienne lors du sommet des leaders de l'Amérique du Nord qui débute lundi à Montebello.

M. Dion a dévoilé hier ses attentes face à ce sommet qui réunira Stephen Harper et ses homologues américain et mexicain, George W. Bush et Felipe Calderón. Il a même rendu public un document énumérant six demandes précises afin d'améliorer la transpa-

rence de ces sommets et d'en influencer le contenu. Mais c'est sa sortie contre l'exportation en vrac de l'eau canadienne qui a pris tout le monde par surprise.

«Je ne les crois pas. Je crois qu'ils ont des négociations sur la question de l'eau et on veut y mettre fin de façon très claire, et on le dit aujourd'hui», a dit M. Dion au cours d'une conférence de presse hier matin. Le chef libéral a pris acte des assurances données la veille par

l'entourage du premier ministre, mais il n'y prête pas foi. «Je crois qu'on joue [sur les mots], qu'on tourne les coins et qu'on a vraiment des discussions sur cette question. Ce sont des informations que nous avons.»

Pressé de questions, Stéphane Dion s'est fait mystérieux, mentionnant seulement ses «réseaux» comme

VOIR PAGE A 10: EAU

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCVIII N° 186

LES SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 AOÛT 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$



Manger made in Québec, une utopie ?

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

FABIEN DEGLISE

Le festival des couleurs a déjà commencé... dans les marchés publics et les épiceries du Québec, où la saison des récoltes livre depuis quelques jours son abondance. Une petite balade matinale dans un de ces hauts lieux de la consommation suffit à s'en convaincre. Désormais, les tomates de serre, bien rouges, les haricots, bien verts ou jaunes, les fraises, les framboises, les laitues généreuses et pas trop dures de la feuille y sont en vedette et appellent à la consommation locale, un thème de plus en plus à la mode par les temps qui courent.

Au détour d'une allée dans un marché public montréalais, l'œil se met soudain à cligner devant

quelques bulbes d'ail... importés d'Espagne. Alors que ceux du Québec, frais et parfumés, sortent de terre jour après jour. Et arrivent difficilement à atteindre des consommateurs

pourtant toujours plus enclins à mettre des aliments d'ici dans leur assiette.

«Je ne suis pas d'accord avec cette pratique», lance Jacques Proulx, président de Solidarité rurale et fervent militant pour l'épanouissement des régions du Québec. «En mettant sur les étals des produits importés, les marchés publics sont en train de perdre leur âme. Ça devient des supermarchés à ciel ouvert, alors que ça devrait plutôt être des lieux de fra-

ternité où le consommateur peut être en contact direct avec les producteurs et leur production.»

Forcément, jusqu'à la fin du mois de septembre, le temps que les campagnes du Québec aient donné tout ce qu'elles recelaient, l'ail espagnol (ou chinois) tout comme les tomates de serre mexicaines ou les carottes californiennes, croisés cette semaine dans un Provigo près du Devoir, vont faire

tache. Tout en mettant en relief un des travers d'une époque mondialisée où le rêve d'aliments «made in Québec», souvent exprimé, est visiblement difficile à concrétiser. Même au temps des récoltes.

«Le gouvernement a fait une gaffe en laissant partir la majorité des grandes chaînes dans des mains autres que québécoises. Aujourd'hui, on en paie collectivement le prix.»

«Il y a le désir, et il y a la réalité», résume JoAnne Labrecque, professeure aux HEC, spécialiste du comportement des consommateurs et du commerce de détail. «Et les deux sont difficiles à concilier.» Vrai. Et le consommateur alimentaire curieusement ce paradoxe.

Tout en se disant, sondage après sondage, de plus en plus favorable à l'achat d'aliments locaux, en étant même prêt à y mettre le prix qu'il faudra, l'Homo consumus peine visiblement à fréquenter les lieux où ces produits, cultivés ou transformés dans leur environnement direct, se trouvent.

A preuve. Dans une proportion de 77 %, les 1600 répondants à un sondage Léger Marketing dévoilé en juin dernier par Equiterre, un groupe de pression

VOIR PAGE A 6: UTOPIE

■ Pesticides: le portrait québécois est peu reluisant ■ Les limites de l'achat local > Page A 6

L'intervention de la Fed fait rebondir les Bourses

FRANÇOIS DESJARDINS

Les marchés boursiers ont terminé leur semaine déprimante sur une note positive hier après que la Réserve fédérale américaine, la plus influente de toutes les banques centrales, eut sorti l'arsenal lourd pour souffler un peu de calme en direction du secteur bancaire.

Véritable boulet de canon à l'ouverture, la Bourse de Toronto a d'abord explosé de 300 points avant de s'assagrir pour maintenir un gain de 200 points, ou 1,6 %. Seulement lundi, la crise de confiance qui secoue les marchés mondiaux a fait reculer le S&P/TSX de plus de 4 %. Depuis un mois, la dégringolade est de 12 %.

A Wall Street, les principaux indices ont là aussi

VOIR PAGE A 10: BOURSES

■ Autres informations en page C 1

■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon en page B 4

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 7	Monde.....	A 7
Avis publics.....	C 6	Mots croisés.....	D 5
Bourse.....	C 2	Météo.....	A 4
Carrières.....	C 5	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 7	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Sports.....	C 6
Éditorial.....	B 4	Sudoku.....	A 4

Appelez-le Max...

Retour sur la carrière d'un batteur, inventeur, compositeur et chef de file

SERGE TRUFFAUT

Tout naturellement, la mort des uns passe toujours mal chez les autres. Celle de Max Roach davantage que d'autres. Parce que lui parti, le nombre de survivants de l'âge d'or du jazz s'avère égal à celui des vétérans de la guerre, la première

dite mondiale. Car les survivants se comptent désormais sur les doigts de la main: Sonny Rollins le colosse du Brooklyn Bridge, Oscar Peterson le pianiste vélocé, Randy Weston le pianiste des ethnologies africaines, Horace Silver le chef mécanicien du

VOIR PAGE A 10: MAX



Max Roach à Cuba en 1989.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Près d'un million d'exemplaires vendus

DICTIONNAIRE DES SYNONYMES ET DES ANTONYMES

SA

Dictionnaire des synonymes et des antonymes

Édition entièrement revue et augmentée

FIDES 70ans de bonnes lectures

www.editionsfides.com

LES ACTUALITÉS

Ottawa et l'Ontario
protégeront davantage
les Grands Lacs

ALEXANDRE SHIELDS

Le Canada et l'Ontario ont conclu cette semaine un accord censé permettre d'améliorer la qualité des écosystèmes des Grands Lacs et d'en accroître la protection. Cette nouvelle mesure devrait aussi permettre de poursuivre les efforts pour protéger la qualité de l'eau de ces véritables mers intérieures, sources d'eau potable irremplaçable pour 25 millions de personnes.

L'accord en question, en vigueur jusqu'en 2010, porte principalement sur le nettoyage de 15 écosystèmes des Grands Lacs considérés comme des secteurs préoccupants et qui se sont considérablement dégradés. On travaillera par exemple à réduire la pollution due aux eaux usées municipales et aux eaux pluviales, mais aussi à promouvoir des «pratiques de gestion améliorées pour les terres urbaines, industrielles et rurales, liées aux habitats aquatiques et à la qualité de l'eau».

Parmi les «polluants persistants» qui se trouvent en tête de liste des priorités des autorités, on retrouve les BPC, les dioxines, le furane et le mercure. De plus, une liste révisée de substances sera dressée dans le cadre d'une nouvelle initiative afin de créer et de lancer un programme pour la «gestion saine» des substances chimiques dans le bassin des Grands Lacs.

Le gouvernement fédéral, de concert avec l'Ontario, espère ainsi améliorer la situation des poissons, mais aussi des autres es-

pèces sauvages et de leur habitat, notamment en protégeant les terres humides et côtières ainsi que les rivières liées aux Grands Lacs. On a également dit souhaiter le rétablissement des espèces de poissons patrimoniales, telles que le saumon atlantique, l'esturgeon jaune et l'anguille d'Amérique.

Du même coup, les deux ordres de gouvernement ont annoncé leur

Les Grands Lacs sont des sources d'eau potable pour 25 millions de personnes

intention d'atténuer la menace que constituent «les espèces aquatiques envahissantes». Hier, toutefois, il n'a pas été possible d'obtenir des détails sur les mesures concrètes qui seront mises en place pour lutter contre ce fléau qui inquiète de plus en plus les chercheurs, comme le soulignait hier *Le Devoir*.

L'accord renferme par ailleurs des «nouveaux secteurs de collaboration» fédérale-provinciale, tels que la protection des sources d'approvisionnement en eau potable, la compréhension des répercussions des changements climatiques et l'encouragement de l'utilisation durable des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles.

Le Canada devrait donc être davantage en mesure de répondre à ses obligations dans le cadre de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs entre le Canada et les États-Unis, lequel fait actuellement l'objet d'un examen par les deux pays. Après 2010, un nouvel accord tiendrait compte des recommandations et des résultats de cet examen.

Le Devoir

EN BREF

Climat: la reforestation est plus efficace que les agrocarburants

Paris — Il serait plus efficace de conserver ou de restaurer forêts et prairies pour préserver le climat plutôt que de développer des cultures permettant de produire des agrocarburants, selon une

étude parue dans la revue *Science* publiée hier. La reforestation permettrait de capturer entre deux et neuf fois plus de gaz carbonique (CO₂) sur 30 ans que les émissions de CO₂ qui seraient économisées par l'utilisation d'agrocarburants, ont estimé Renton Righelato, du World Land Trust, une organisation de conservation des écosystèmes, et Dominick Spracklen de l'Université de Leeds, en Grande-Bretagne. — AFP

Des maisons fantômes attendent une renaissance



Quand l'été chauffe les trottoirs, que l'on a joué les touristes, fréquenté les festivals, plongé dans les piscines et flâné aux terrasses, que reste-t-il pour encore apprécier la ville et même s'en étonner? Des coins inexplorés, des gens méconnus, des activités inusitées. De Montréal, d'Ottawa et de Québec, nos journalistes vous font part de ce qu'ils ont déniché.

FRÉDÉRIQUE DOYON

Elle se tient fièrement aux abords du bassin Peel, fenêtres béantes, signe d'un long abandon, mais toujours droite et blanche sur ces trois étages étroits. L'ancienne tour d'aiguillage du Canadien National veille en silence, non seulement sur la rampe ferroviaire sortant de la gare centrale, mais aussi sur les cyclistes de la piste du canal de Lachine qui passent sous sa corniche. En attendant sa renaissance...

Construite dans les années 30, la tour Wellington orchestrait la mécanique de deux ponts-levis et d'un pont tournant (préservé au milieu du canal), ainsi que des 21 voies de la gare centrale.

Le secteur aujourd'hui tranquille fut donc longtemps le site d'un étonnant bal visuel et sonore: celui de l'activité industrielle le long du canal de Lachine, ponctuée par les entrées et sorties des trains, qui transportaient les marchandises.

À l'occasion de la réouverture du canal, Parcs Canada prévoyait «la mise en valeur [...] du poste d'aiguillage». Un centre d'interprétation aurait pu y évoquer le passé industriel du secteur. Malheureusement, la revitalisation n'a pas eu lieu, et le péril de l'oubli guette la coquette tour. L'an dernier, ses équipements, témoins de son activité ancienne, ont été cédés au Musée ferroviaire canadien... à Saint-Constant.

La menace de sa décrépitude et la frénésie du développement immobilier dans le secteur (le défunt projet de casino et celui hélas encore vivant d'y implanter un quartier à la Dix-30) ont mis Héritage Montréal en alerte. Depuis deux mois, l'organisme de défense du patrimoine tente d'établir un dialogue avec le CN afin de sauver la tour Wellington.

«Cette tour devrait rester et faire l'objet de mesures de protection, croit Dinu Bumbaru. On devrait au moins la mettre en hibernation correctement: plus elle fait l'objet de vandalisme, moins on risque de faire l'effort de la conserver.»

«Il n'y a pas de demande ou d'intention de démolir la tour pour le moment», indique Julie Senecal, du Canadien National, qui rappelle que la tour sert de mur de soutènement à la voie ferrée.

Toutes ces raisons — historiques, patrimoniales, techniques — valent bien sa conversation. Pourquoi ne pas y installer un café? L'affluence de cyclistes et le paysage en font effectivement un point d'arrêt ou de repos tout dési-

Le péril de l'oubli



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'ancienne tour d'aiguillage du Canadien National veille en silence. Construite dans les années 30, la tour Wellington orchestrait la mécanique de deux ponts-levis et d'un pont tournant, ainsi que des 21 voies de la gare centrale.

gné. Imaginez la vue depuis son toit, juste assez retiré du centre-ville pour en admirer le paysage de gratte-ciel...

Fabuleuse LaFontaine

Petite enclave dans la folle course du temps, la fabuleuse maison LaFontaine trône toute seule sur un quadrilatère animé du centre-ville, entourée d'aires de stationnement, à l'ombre des gratte-ciel.

Construite dans les années 1830, elle a servi de résidence à Louis-Hippolyte LaFontaine, architecte d'un gouvernement responsable et de la reconnaissance du français à l'Assemblée législative du Canada-Uni. Sa carrure, ses fenêtres en arcades et ses murs en pierre en font un des rares exemples de l'architecture néoclassique des grandes villas du quartier Saint-Antoine.

Sauvée de la démolition par Héritage Montréal en 1987, elle est abandonnée depuis 15 ans, malgré les élans citoyens périodiques pour la défendre.

L'an dernier, pour la troisième fois en neuf ans, la Commission des biens culturels du Québec est arrivée à la conclusion de ne pas procéder au classement de la maison. Mais celle-ci jouit du statut de monument historique cité, ce qui lie le propriétaire à certaines obligations d'entretien. Le ministère de la Culture et des Communications ouvrirait la porte à un soutien, par l'entremise de son nouveau Fonds du patrimoine culturel québécois, si la municipalité montrait des signes concrets d'intérêt.

Stimulé par ces nouveaux rebondissements, l'arrondissement de Ville-Marie mettait la main à un projet en vue d'en faire l'acquisition l'automne dernier.

«Il y a réflexion qui se fait à l'heure actuelle, mais le dossier n'a pas vraiment avancé», a indiqué au *Devoir* le porte-parole de l'arrondissement, Pierre Paiement. Pendant ce temps, sa structure ex-

térieure, quoique encore fière et belle, montre d'inquiétants signes de dégradation.

Purgatoire immobilier

Autre fantôme du purgatoire immobilier montréalais, la maison Redpath pourrait peut-être bénéficier du projet d'agrandissement du Musée des beaux-arts sur le site de l'église Esquine and American adjacente. Construite en 1886 pour John Redpath, riche industriel d'une des familles les plus influentes du XIX^e siècle à Montréal, la demeure de style Queen Anne a été sauvée à deux reprises — en 1986 et en 2002 — de la démolition par Héritage Montréal. L'organisme vient de proposer de déplacer le jardin de sculptures prévu dans la rue Sherbrooke dans les plans d'expansion du musée, afin qu'il remette en valeur la maison aux pignons rouges. Dans l'espoir de susciter un projet de développement immobilier plus harmonieux qu'une grande tour d'habitations...

Le Devoir



La maison LaFontaine trône toute seule sur un quadrilatère animé du centre-ville, entourée d'aires de stationnement, à l'ombre des gratte-ciel.

Michel DAVID
LE FRANÇAIS: UN DÉFI
Pour tous les niveaux du secondaire
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Salut, bonjour!

Gino Chouinard

UN VRAI VENT DE FRAÎCHEUR À CHAQUE MATIN

Salut, bonjour! Week-end

Salut, bonjour! Du lundi au vendredi 5h 30
Salut, bonjour! Week-end Samedi et dimanche 6h 30

EN DIRECT En diffusion simultanée sur tva.canoe.ca

TVA
tva.canoe.ca
c'est vrai
Une compagnie de Quebecor Média

ACTUALITÉS

Bijouterie
Gambard
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Le nombre de groupes liés au crime organisé en hausse de 20 %

JAMES STEVENSON

Calgary — Quelque 950 groupes criminels organisés connus sont actifs au Canada, un bond de près de 20 % en un an, révèle le rapport annuel du Service canadien de renseignements criminels (SCRC).

Mais le commissaire de la Gendarmerie royale du Canada, William Elliott, croit que cette augmentation découle davantage d'une collecte plus systématique des rapports policiers que d'un accroissement du nombre de criminels. «La bonne nouvelle, c'est que nous identifions ces groupes plus efficacement qu'auparavant», a dit M. Elliott, hier. Le SCRC, qui compile et partage les données concernant les groupes criminels, regroupe plus de 380 corps policiers du pays.

M. Elliott, qui ne dirige la GRC que depuis un mois, affirme que cette collaboration permet aux policiers de repérer et d'arrêter les criminels qui sont actifs partout au pays. Il précise que plusieurs opérations policières d'envergure menées contre les motards criminels au cours de la dernière année ont permis de saisir de grandes quantités de «produits illicites» et d'arrêter les principaux dirigeants.

La structure et la taille des groupes criminels organisés varient énormément, allant de groupes très structurés — comme la mafia et les motards — à des bandes de rue aux affiliations moins bien définies.

Si les capacités criminelles de ces groupes varient aussi grandement, plusieurs sont impliqués dans des activités allant de la vente de stupéfiants au passage de clandestins. Le rapport précise que 80 % de ces groupes se livrent au trafic de drogues, mais qu'aucun ne peut prétendre dominer le marché.

La plupart des groupes continuent d'utiliser des entreprises lé-

gitimes pour camoufler leurs activités et blanchir leurs revenus.

Le rapport confirme aussi que pratiquement tous les groupes «réseautent ou collaborent» ensemble sur une base informelle, par exemple en combinant des fonds pour financer de grandes importations de drogues ou des opérations de production.

M. Elliott, le premier commissaire de la GRC sans expérience policière ou militaire, affirme que des preuves démontrent de plus que des organisations sophistiquées s'associent à des groupes qui le sont moins dans le cadre de projets spécifiques. Les groupes criminels organisés continuent par ailleurs d'exploiter la technologie, notamment les téléphones cellulaires et autres moyens de communication sans fil, qui les «isolent» des efforts de détection de la police.

Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Stockwell Day, précise de son côté que l'augmentation de la criminalité sur Internet permet aux organisations d'échanger des renseignements plus facilement. «Ces groupes [collaborent] jusqu'à ce qu'une question prenne une allure territoriale — ils veulent augmenter leurs profits ou agrandir leur territoire. S'ils se sentent menacés par un autre groupe, c'est à ce moment qu'on voit des crimes et des assassinats reliés au monde interlope.»

M. Day affirme que l'augmentation du nombre de groupes criminels n'est pas surprenante. Une partie de cette augmentation, dit-il, découle de la fragmentation de groupes qui se battent entre eux et pénètrent sur de nouveaux territoires. Le rapport précise enfin que si le commerce illégal de la drogue alimente le trafic d'armes illicites, la majorité des groupes n'est pas impliquée dans la vente à grande échelle d'armes interdites.

Presse canadienne

AFGHANISTAN

Deux soldats canadiens légèrement blessés

MARTIN OUELLET

Kandahar — Deux soldats canadiens ont subi de légères blessures hier lorsque leur véhicule a été la cible d'une bombe artisanale, dans le district de Zhari, à l'ouest de la base multinationale de Kandahar, au sud de l'Afghanistan.

L'attentat est survenu vers 13h30 (heure locale) sur l'autoroute numéro 1 à environ 30 kilomètres à l'ouest de Kandahar.

Les victimes faisaient partie d'un convoi de ravitaillement des troupes canadiennes lorsque le véhicule qu'ils occupaient, un blindé léger sur chenilles (T-LAV), a fait déclencher au passage le détonateur d'une bombe artisanale. En plus de causer des blessures légères à deux soldats, la déflagration a lourdement endommagé le véhicule blindé, qui a dû être abandonné sur place.

Les deux soldats touchés par l'attentat sont membres du régiment blindé Lord Strathcona's Horse d'Edmonton, en Alberta. Ils ont été transportés par hélicoptère à l'hôpital de la base de Kandahar, où ils ont été traités pour des blessures au «haut du corps», a indiqué le capitaine de corvette Hubert Genest, officier d'affaires publiques de l'armée canadienne à Kandahar.

Moins de quatre heures après l'attaque, l'un des deux blessés avait déjà obtenu son congé de l'hôpital alors que le second demeurait en observation. Son état n'inspire cependant aucune crainte.

Selon l'officier Genest, les deux hommes seront en mesure de reprendre du service dans les jours qui viennent. «Nous sommes vraiment soulagés, compte tenu du fait que le premier rapport qui nous avait été transmis faisait état de blessures très graves», a-t-il commenté.

Situé à la frontière de la province de Helmand, le district de Zhari est l'un des plus dangereux du sud de l'Afghanistan, reconnaissent les autorités militaires canadiennes.

Des attaques y sont menées sur une base régulière, les insurgés talibans ciblant autant les militaires étrangers que les représentants du

gouvernement de Hamid Karzai. «Ce qui se passe dans Zhari est très préoccupant», a reconnu l'officier Genest.

De fait, plus tôt hier, le chef de police du district, Haji Kherudin, sa fille et ses deux fils ont été tués dans un attentat suicide perpétré à proximité de leur domicile.

Survenues à quelques heures d'intervalle, les deux attaques ne sont pas liées, pensent toutefois les forces canadiennes.

Presse canadienne

Le privé connaît des ratés, mettent en garde les médecins britanniques

La récente entente signée entre l'hôpital du Sacré-Cœur et la clinique Rockland MD et la recommandation faite au gouvernement fédéral par l'Association médicale canadienne d'amender la Loi canadienne sur la santé l'ont prouvé: la privatisation est dans l'air. Or, l'un des systèmes privés par excellence, celui de la Grande-Bretagne, semble connaître des ratés.

LISA-MARIE GERVAIS

Souvent citée lorsqu'il s'agit de vanter les mérites d'un système de santé privatisé, la Grande-Bretagne pourrait bien ne plus incarner l'exemple parfait du succès de ce modèle. Dans une lettre écrite par deux de ses membres, l'Association des consultants du Service national de la santé (NHSCA), une organisation britannique comptant 650 spécialistes de diverses disciplines se disant en faveur d'un système public de santé, suggère à l'Association médicale canadienne (AMC) de se méfier des pièges du privé.

«Ceux qui sont en faveur de la privatisation font souvent référence à "l'expérience britannique" comme preuve que le secteur privé peut faire sauver de l'argent au système public. [...] La réalité est toutefois que cet argent a été essentiellement consacré à la réduction de listes d'attente en chirurgies non urgentes particulièrement sensibles d'un point de vue politique et qu'elle a été réalisée au moyen d'ententes dispendieuses et insoutenables avec le secteur privé», peut-on lire dans la lettre signée par les D^r Jacky Davis et Peter Fisher.

Le nouveau ministre de la Santé et les gouvernements d'Écosse et du pays de Galles envisagent



Les docteurs britanniques Jacky Davis et Peter Fisher suggèrent à l'Association médicale canadienne de se méfier des pièges du privé.

même de prendre du recul par rapport à la privatisation du système de santé, y apprend-on.

Il y a deux ans, une autre lettre de la NHSCA avait été écrite à l'AMC pour qu'elle soit informée «des erreurs commises dans [le] pays» et l'inviter à rejeter «le genre de politique de marché qui mène à la privatisation».

«Nous devons affirmer que ni le paiement par résultats, ni le recours accru au secteur privé, ni l'ordre du jour du libre choix du patient n'ont donné les résultats escomptés. Au contraire, ces réformes ont abouti à un service public déstabilisé et en mauvais état», concluent les auteurs de la lettre.

Cette interpellation survient alors que se réuniront demain à Vancouver les médecins membres de l'AMC pour discuter du financement par activité. Selon le Syndi-

cat canadien de la fonction publique (SCFP), ce système propose de financer les soins de santé selon le volume et le type de services plutôt que par un financement global et favoriserait les cliniques spécialisées tout comme il réduirait les effectifs des hôpitaux.

«La mise en concurrence, la performance... on a créé des incitatifs qui ont des effets pervers encore plus graves. Le premier, c'est la perte de ressources. On va se retrouver avec des médecins qui ont la langue qui pend encore plus à terre, souligne Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP. C'est un jeu à somme zéro, si on a 100 médecins qui peuvent opérer et qu'on envoie 40 d'entre eux vers les cliniques privées, c'est 40 personnes de moins dans les hôpitaux publics.»

Le syndicat, qui admet avoir voulu se faire l'écho de ces médecins britanniques qui déclinent leur propre

système de santé réformé, s'inquiète du rôle accru des médecins du secteur privé en faveur duquel plaident l'AMC il y a trois semaines dans son document de politique. Suscitant déjà la controverse en raison de son penchant pour le privé, le nouveau président de cette association de 60 000 médecins, Brian Day, entrera en fonction au terme de l'assemblée de deux jours qui commencent demain. Orthopédiste de formation, M. Day a participé en 1995 à la création du Cambie Surgery Centre de Vancouver, qui abrite une clinique de soins spécialisés et un hôpital comptant des salles d'opération et des chambres privées.

Par crainte de relancer le débat public-privé, l'Association médicale canadienne a informé *Le Devoir* qu'elle ne voulait pas commenter.

Le Devoir

Un 130^e groupe de médecine familiale est créé

LISA-MARIE GERVAIS

Le Groupe de médecine familiale St. Mary devient le 130^e GMF à être créé au Québec. Annoncée hier matin au nom du ministre de la Santé, cette initiative vise à améliorer l'accès aux services de santé donnés à la population. «Fondamentalement, les Québécois et Québécoises veulent quoi?»

Concrètement, le GMF St. Mary ne se traduit pas par la construction d'une nouvelle clinique. Il est le résultat de la réorganisation des services déjà existants fournis par une trentaine de médecins du Centre hospitalier de St. Mary, qui se sont entendus pour suivre quelque 15 000 patients, la plupart étant déjà inscrits auprès d'eux, dans un site principal, l'Hô-

pital de St. Mary, et deux sites satellites, l'un rue Notre-Dame, dans Saint-Henri, et l'autre dans Côte-des-Neiges.

Les heures de consultation seront allongées, permettant ainsi aux patients d'obtenir des soins du lundi au vendredi de 8h à 20h et les samedis et dimanches de 9h à 13h.

Le Devoir

François Gendron
avocat

L.L.L., M.A., Ph.D.

Montréal
514.845.5545

LA FORCE DU DROIT



Régent BOUCHARD
Roger DIONNE
Claudette GAGNÉ

La CLÉ du
SUCCÈS

Sciences physiques 416-436

Manuel • 368 pages • 17,25 \$
ISBN 978-2-7608-3601-3
Document complémentaire • 70 pages
32,75 \$ • ISBN 978-2-7608-3602-0

LIDEC Inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

SOLDES
JUSQU'À
60%

DOUCE
UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (angle Ste-Marie)
514-277-7558

LES ACTUALITÉS

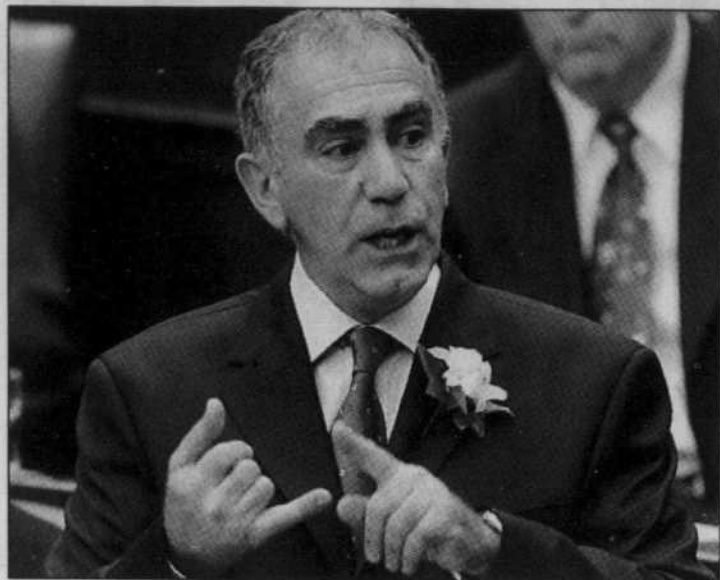
L'Ontario enregistre un excédent budgétaire de 2,3 milliards

MICHAEL OLIVEIRA

Toronto — Le gouvernement de l'Ontario a enregistré un excédent budgétaire de 2,3 milliards pendant l'exercice 2006-07, mais a choisi d'utiliser cette somme pour rembourser sa dette et n'a jamais songé à réduire ou à abolir la controversée «taxe sur la santé», a expliqué le ministre provincial des Finances, Greg Sorbara.

Ce surplus représente le second budget équilibré consécutif du gouvernement et a été obtenu grâce à des revenus plus élevés et des dépenses plus faibles que prévu, a précisé le ministre. «Les résultats de 2006-07 démontrent que la province est réellement en excellente santé financière», a dit le ministre Sorbara.

Les résultats du premier trimestre de l'exercice 2007-08 démontrent aussi que le gouvernement devance actuellement ses prévisions de quelque 400 millions. Si la réserve de fonds d'urgence n'est pas utilisée, le gouver-



Le ministre ontarien des Finances, Greg Sorbara

nement anticipe un surplus de 750 millions d'ici la fin de l'exercice. Mais M. Sorbara affirme que

cela n'est pas suffisant pour abolir en toute sécurité la «taxe sur la santé», qui contribue environ 2,5 mil-

liards chaque année au système de soins.

«Il serait facile, politiquement, de choisir d'emprunter une voie différente», a-t-il dit, en référence à la promesse du chef de l'opposition conservatrice, John Tory, d'abolir progressivement cette taxe s'il est élu. «C'est le sentier qu'emprunte notre ami John Tory. Mais M. Tory ne nous a pas encore présenté de chiffres sur la manière dont il entend payer pour ses programmes.»

M. Tory a demandé comment le ministre Sorbara peut avoir «trouvé» 2,3 milliards de plus et estime que cela démontre que la population ne peut faire confiance aux données publiées par le gouvernement. Il a aussi critiqué les nombreuses annonces préélectorales du gouvernement libéral, qui totaliseraient selon lui plus de 25 milliards depuis le mois de juin.

Les élections générales en Ontario auront lieu le 10 octobre prochain.

Presse canadienne

L'Afrique selon Sarkozy



Gil Courtemanche

Les relations de la France avec l'Afrique ont toujours entraîné la controverse. Déjà, dans les années 1920, André Gide, qui voyagea beaucoup dans les profondeurs de l'Afrique, dénonçait dans son journal de voyage le comportement des grandes compagnies forestières, l'exploitation des travailleurs africains par les riches planteurs et les manières impériales de l'administration coloniale. Durant des décennies après les indépendances, la France faisait et défaisait les régimes de ses anciennes colonies. Les bénéficiaires de ces manœuvres, dictateurs chouchoutés par l'Élysée, remerciaient largement les politiciens pour cet appui

difficile à comprendre que Sarkozy ait décrit cet homme comme un ami et un exemple. M. Bongo dirige d'une main de fer le Gabon depuis 40 ans. Il s'est rendu célèbre pour son goût du luxe et des danseuses parisiennes. Pour ses anniversaires, il avait l'habitude de peupler un avion du gouvernement de dizaines de mignonnes escortes et de quelques tailleurs célèbres qui venaient lui couper quelques dizaines de complets de soie. Depuis, cet homme s'est sérieusement mis aux affaires. Il est lui aussi devenu milliardaire. Dans le procès pour corruption intenté il y a quelques années à la pétrolière française Elf-Total, un ancien directeur d'une

Selon l'écrivaine ivoirienne Véronique Tadjo, Sarkozy comme «l'Européen conquérant» est venu dire aux Africains «ce qu'ils doivent penser»

banque suisse admit que le président Bongo avait un compte qui était alimenté au rythme de 50 millions de dollars par année. Le président gabonais possède plusieurs de ces comptes dont un dans une banque canadienne à New York. Il adore la France, possède une magnifique villa à Nice, plusieurs immeubles dans le 16^e arrondissement, le quartier le plus cher de Paris, ainsi qu'un hôtel particulier dans le même quartier, où il a reçu Nicolas Sarkozy à au moins deux occasions. Et comment oublier son DC8 personnel acheté dans les années 1990 et rénové grâce à un prêt de cinq millions de dollars du Fonds français d'aide et de coopération? Oui, M. Bongo est un bon ami, sinon un exemple.

Plus profondément, c'est sa vision de l'Afrique, longuement développée dans son discours de Dakar, qui a le plus scandalisé les Africains. Comme le notait l'écrivaine ivoirienne Véronique Tadjo, Sarkozy comme «l'Européen conquérant» est venu dire aux Africains «ce qu'ils doivent penser».

Voici un petit extrait de ce discours totalement paternaliste: «Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a pas de place pour l'aventure humaine ni pour l'idée du progrès. Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance.» On croirait lire un texte du début du siècle.

C'est Véronique Tadjo qui résuma le mieux la réaction de la jeunesse africaine, que le président français invite à rester chez elle pour construire l'Afrique: «Que dire de ce discours totalement coupé de la réalité africaine? Que le président français a beaucoup à apprendre pour cacher ses préjugés raciaux. Et que nous ne sommes pas sortis de l'auberge.»

Les fans de Dickens à Montréal

Les experts qui sont à Montréal à l'occasion du 165^e anniversaire de la visite de Charles Dickens dans la métropole attendent de grandes choses d'un colloque qui examinera son œuvre et sa vie.

«Ca ne s'est jamais déroulé au Canada auparavant», a expliqué l'organisatrice du colloque, la professeure Goldie Morgentaler, qui enseigne l'anglais à l'Université de l'Alberta à Lethbridge. La Dickens Society, qui alterne habituellement ses rencontres entre les deux côtés de l'Atlantique, se réunit annuellement dans un endroit visité par l'auteur de David Copperfield.

Charles Dickens, un géant de la littérature encore populaire 137 ans après sa mort, a écrit 15 romans, plusieurs comptant plus de 1000 pages. «Ses romans portent vraiment à réflexion», a dit Mme Morgentaler.

Sa femme et lui ont visité Montréal en 1842, dernière étape d'une tournée nord-américaine de 17 villes. «Ça faisait partie de son premier voyage en Amérique du Nord», a dit Mme Morgentaler. Il était un touriste à une époque où il n'était pas facile de se déplacer, donc il a pris un bateau et ensuite il a dû faire un portage à cause des rapides de Lachine. Ça a été tout un voyage. Mais une fois rendu à Montréal, il a joué dans des pièces de théâtre. Le théâtre comptait apparemment parmi les premières amours d'un homme qui devait plus tard écrire des chefs-d'œuvre comme A Christmas Carol, The Pickwick Papers et A Tale of Two Cities.

Presse canadienne

Des journalistes américains sommés de dévoiler leurs sources

Encore une fois, des journalistes américains sont sommés de dévoiler leurs sources, ce qui inquiète grandement Reporters sans frontières (RSF).

RSF s'inquiète en effet de la décision prise, le 13 août dernier, par un juge fédéral de Washington d'ordonner la comparution de cinq journalistes au procès intenté par Steven Hatfill contre le Département de la justice.

Les reporters sont sommés de déclarer l'identité des agents gouvernementaux leur ayant révélé que cet ancien scientifique de l'armée était soupçonné dans la série d'attaques à l'anthrax en 2001.

A l'époque, plusieurs journa-

listes dont Allan Lengel, du Washington Post, Michael Isikoff et Daniel Klaidman, de Newsweek, Toni Locy, ancien employé d'USA Today, et James Stewart, de CBS News, avaient écrit des articles sur les soupçons des enquêteurs concernant certains suspects, dont Steven Hatfill. Ils ont jusqu'à présent toujours refusé de révéler leurs sources.

«Cette décision du juge Reggie Walton est préoccupante car elle s'inscrit dans un contexte de multiplication des attaques contre le secret des sources aux États-Unis», écrit RSF. Des journalistes sont une nouvelle fois pris à partie dans une querelle entre le gouvernement et des in-

dividus qui le poursuivent pour diffamation. Dans cette affaire comme dans les précédentes, les reporters ne faisaient que remplir leur rôle en voulant informer le public sur une question cruciale de santé publique. En remettant en cause la protection des sources, le juge fragilise le journalisme d'investigation.»

Le procès, commencé en 2003, oppose Steven Hatfill au Département de justice accusé d'avoir mené contre lui une «campagne de diffamation coordonnée», relevant de la violation de la loi fédérale sur la protection des données personnelles.

Le Devoir

Disparition de Cédrika Provencher

Jean Charest est allé encourager les enquêteurs

Trois-Rivières — C'est en toute discrétion que le premier ministre Jean Charest s'est rendu, hier matin, à l'école de Trois-Rivières où sont regroupés les policiers de la Sûreté du Québec qui enquêtent sur la disparition de la jeune Cédrika Provencher.

Ce poste de commandement improvisé devra sous peu être démantelé, à l'approche de la rentrée scolaire. Selon l'attaché de presse du premier ministre, Hugo D'Amours, Jean Charest a tenu à se rendre sur place pour encourager personnellement les enquêteurs dans leur travail. Le premier ministre a également rencontré en privé, pendant quelques minutes, les parents de l'enfant de neuf ans, dont on est sans nouvelles depuis le 31 juillet dernier.

Entre-temps, l'enquête privilégie toujours l'hypo-

thèse de l'enlèvement pour expliquer la disparition de Cédrika, même si d'autres pistes n'ont pas été écartées. Selon le porte-parole de la SQ, Richard Gagné, l'emphase est mise sur l'information voulant qu'un homme seul ait demandé à la fillette de l'aider à chercher son petit chien.

Les enquêteurs n'éliminent toutefois pas la possibilité qu'une femme ou un duo de ravisseurs puissent être à l'origine de ce possible enlèvement. Au premier jour de la disparition, une dame a livré un témoignage aux policiers, affirmant avoir vu Cédrika, et précisant que celle-ci lui avait mentionné qu'une femme cherchait un petit chien.

Presse canadienne

Jaymar

SOLDE

Fontaine Meubles Décor du 10 au 27 août

9780, Sherbrooke Est, Montréal
 ■ 514 352-3913
 www.meublesfontaine.com

Météo Média meteomedia.com

Sept-Îles 16/10
 Baie-Comeau 16/11
 Saguenay 14/7
 Québec 17/8
 Trois-Rivières 17/8
 Gatineau 17/9
 Montréal 17/9
 Rimouski 15/11
 St-Jérôme 15/8
 Gaspé 17/11

Lever du soleil: 5h58
 Coucher du soleil: 19h57

Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Ora 18/13	Plu 20/13	Londres	Plu 19/13	Plu 18/15
Moncton	Ora 18/11	Sol 19/9	Los Angeles	Sol 30/18	Sol 29/18
Saint-Jean	Ora 17/13	Sol 17/11	Mexico	Plu 20/12	Ave 20/11
Toronto	Sol 22/12	Var 23/15	New York	Sol 23/16	Sol 21/17
Vancouver	Plu 18/15	Var 18/15	Paris	Nua 20/12	Plu 17/17
Winnipeg	Var 21/13	Plu 20/17	Tokyo	Plu 29/26	Var 31/28

Montréal	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 17	9	21/10	22/10	23/16
Ciel variable.	Généralement dégage.	Ensoleillé.	Passages nuageux.	Généralement ensoleillé.

Québec	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 17	8	18/6	20/6	21/11
Ciel variable.	Passages nuageux.	Passages nuageux.	Ensoleillé.	Ensoleillé.

Gatineau	Ce soir	Demain	Lundi	Mardi
Aujourd'hui 17	9	22/11	22/11	23/17
Pluôt nuageux.	Passages nuageux.	Généralement ensoleillé.	Ciel variable.	Passages nuageux.

Météo Média

Vos prévisions météo à temps en tout temps sur www.meteomedia.com

Sudoku par Fabien Savary

3		8	2		1
1	8	5		6	2
					6
5			4		7
		9	5		8
	4		1	5	
8					3
					2
1	4	8			

Niveau de difficulté : DIFFICILE 0638

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

7	2	3	6	5	4	8	1	9
5	6	1	8	3	9	4	7	2
9	4	8	7	2	1	6	3	5
1	8	2	4	7	3	9	5	6
6	7	9	2	1	5	3	4	8
4	3	5	9	8	6	7	2	1
8	9	7	5	4	2	1	6	3
3	5	6	1	9	7	2	8	4
2	1	4	3	6	8	5	9	7

0637

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus www.les-mordus.com

LES ACTUALITÉS

Le cyclone Dean balaie la Martinique et la Dominique

JEAN-PHILIPPE LUDON

Fort-de-France, France — Le cyclone Dean, le premier de la saison dans le bassin Atlantique, a balayé hier la Martinique, où une personne est morte d'une crise cardiaque et où d'importants dégâts ont été enregistrés, ainsi que la Dominique, et poursuivait sa route vers l'ouest.

Le sud de Cuba a été placé hier en première phase d'alerte. Dean pourrait devenir un «cyclone majeur» dans les prochaines 24 heures, a mis en garde le Centre américain des ouragans (NHC).

L'ouragan se dirige vers la péninsule mexicaine du Yucatán. Il est actuellement classé en catégorie 2 sur une échelle qui en compte cinq.

A 15h GMT, Dean se trouvait à 170 km à l'ouest de la Martinique et à 565 km au sud-est de l'île américaine de Porto-Rico. L'ouragan se déplaçait vers l'ouest à la vitesse de 33 km/h.

Dans l'île des Antilles françaises de Martinique, les rafales ont atteint 170 km/h.

Le cyclone a apparemment causé d'importants dégâts et des inondations, particulièrement dans le sud, mais aucun bilan exhaustif n'était immédiatement disponible. Beaucoup de routes étaient impraticables en raison de la présence d'arbres arrachés.

Une personne âgée de 90 ans est morte d'une crise cardiaque. Les autorités avaient demandé à la population de rester confinée.

La Guadeloupe, autre île française des Antilles, a été moins durement touchée. Aucune victime n'y a été recensée.

Vers 11h (heure locale — 15h GMT), le niveau d'alerte est passé de «violet» à «gris», autorisant les habitants de la Martinique à sortir, tout en observant «la plus extrême prudence dans les déplacements».

La police a interpellé six personnes qui cambriolaient des commerces à Fort-de-France.

Plusieurs établissements, comme la caserne des pompiers ou la gendarmerie de Rivière-Pilote, ont vu leur toiture emportée. Un responsable du PC de crise interrogé sur

une radio locale évoquait un spectacle de «désolation» dans le bourg de cette commune, qui a été inondé.

Certains habitants ont raconté avoir passé une partie de la nuit dans les toilettes de leur maison, après que les baies vitrées de leur appartement ont explosé sous la violence des vents.

Plus des deux tiers des abonnés d'EDF ont été privés d'électricité dans la nuit, soit 140 000 personnes.

Les aéroports de Fort-de-France et de Pointe-à-Pitre ont été fermés. Le gouvernement a décidé l'envoi de renforts de sécurité civile: sapeurs pompiers professionnels et 60 pompiers militaires.

À Cuba, les provinces de Guantánamo, Santiago de Cuba, Granma, Holguín, Las Tunas et Camagüey ont été placées en «phase informative», premier échelon du système d'alerte anticyclonique cubain.

S'il frappait Cuba, Dean serait le premier cyclone touchant le pays depuis 2005, l'île n'ayant connu l'an dernier, exceptionnellement, aucune dépression tropicale.

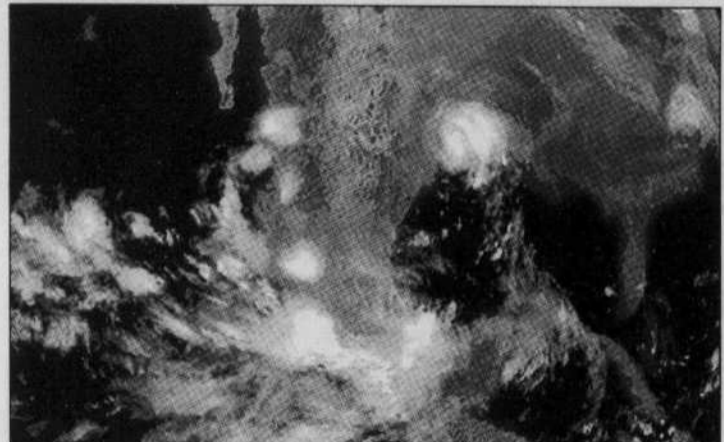
Aux États-Unis, les marchés s'inquiétaient de la montée en puissance de Dean. «Dean va être important, mais nous ne savons pas encore à quel point», a souligné Phil Flynn, analyste d'Alaron Trading.

«Ce genre d'ouragans peuvent faire beaucoup de tours et détours avant d'atteindre leur destination finale, et si Dean tourne vers le golfe du Mexique, il peut créer des problèmes importants sur les infrastructures de l'industrie énergétique américaine et mexicaine», a ajouté M. Flynn.

En 2006, neuf tempêtes tropicales se sont formées dans l'Atlantique et cinq se sont transformées en cyclones. Aucun de ces cyclones n'a causé de grands dégâts.

Lors de la saison 2005, le bassin des Caraïbes et le sud des États-Unis avaient connu une saison cyclonique record, avec 28 tempêtes dont 15 s'étaient transformées en cyclones, y compris Katrina, qui a fait plus de 1300 morts à La Nouvelle-Orléans, où des digues n'avaient pas résisté, et dans le Mississippi.

Agence France-Presse



Le sud de Cuba a été placé hier en première phase d'alerte. Dean pourrait devenir un «cyclone majeur» dans les prochaines 24 heures.



Des Péruviens retirent des débris d'une église dans la ville de Pisco, qui a été victime d'un second séisme, hier.

Pérou: l'aide internationale s'organise

Québec et l'Armée du salut donnent chacun 50 000 \$, Ottawa octroie deux millions

NOÉLIE COUDURIER

À la suite du violent séisme de magnitude 8 sur l'échelle de Richter qui a ébranlé la côte pacifique sud du Pérou mercredi soir et de sa violente réplique hier matin à Pisco, l'aide internationale prend forme après l'annonce de l'état d'urgence par le président Alan Garcia.

De toute part, les réactions de soutien se multiplient depuis deux jours. Au Québec, la ministre des Relations internationales Monique Gagnon-Tremblay vient d'allouer une enveloppe de 50 000 \$ au groupe Oxfam qui avait sollicité son concours: «Notre programme d'aide d'urgence répond aux organismes qui se trouvent sur le terrain, qui sont dans le besoin et qui manifestent une demande. Cependant, nous ne sommes pas un bailleur de fonds majeur et nous pouvons aussi bien apporter un secours technique si le pays sinistré le désire», a-t-elle tenu à préciser.

De son côté, Ottawa a annoncé jeudi soir l'octroi de deux millions de dollars pour porter secours au pays. La ministre de la Coopération internationale Beverley J. Oda a indiqué qu'elle s'attelait à «identifier les organismes partenaires chevronnés au Pérou afin de réagir à la situation».

Non contents d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement canadien, le consul adjoint Miguel Gamarra et Lebrado Orozco, conseiller au sein de l'ambassade péruvienne à Ottawa, se félicitent de l'aide débloquée par les Canadiens: «Le Canada a répondu



Ravitailés à pied ou par ponts aériens, les Péruviens craignent désormais les scènes de pillage qui se sont multipliées dans les moments qui ont suivi le séisme.

très rapidement. L'opposition libérale a également exprimé sa tristesse au moyen d'un communiqué. La solidarité du Canada prouve la forte amitié qui existe avec le Pérou», se réjouit ce dernier.

S'agissant des organisations de solidarité internationale, la Croix-Rouge a fait un appel préliminaire aux dons d'un montant de 1,4 million de dollars, les besoins à moyen terme étant évalués dans un deuxième temps. L'Armée du salut a tenu elle aussi à faire un don en allouant 50 000 \$US pour soutenir les premiers efforts de secours.

Les organismes de solidarité s'activent
Très éprouvées par ces secousses, les villes d'Ica, de Pisco,

de Canete et de Chincha déplorent à l'heure actuelle près de 510 morts et plus de 1500 blessés.

En pleine saison hivernale, les besoins sont énormes. «Les populations ont besoin de bâches, de tentes, de couvertures, de matelas et de vêtements. Sans compter que les réseaux d'eau potable et d'électricité ont été lourdement endommagés. Quarante-trois tonnes de matériel vont partir de Panama à destination de Lima d'un moment à l'autre», rapporte Ginette Archambault, directrice des activités internationales de la Croix-Rouge canadienne, division du Québec.

Aux quelque 17 000 habitations détruites s'ajoutent de nombreux édifices branlants: «Le problème est que les 40 % d'habitations encore de-

bout risquent de tomber à terre de manière imminente. Or, celles qui restent intactes appartiennent bien souvent aux personnes plus aisées, qui ne sont pas les plus nécessiteuses. De plus, il faut évaluer les besoins en dehors des villes, installer des dispensaires pour les personnes coupées des points de service», note Justine Lesage, porte-parole d'Oxfam Québec.

Ravitailés à pied ou par ponts aériens, les Péruviens craignent désormais les scènes de pillage qui se sont multipliées dans les moments qui ont suivi le séisme. En outre, les autorités ont dénombré une dizaine de répliques sismiques qui replongent sans cesse la population dans un climat de nervosité.

Pour certains organismes de solidarité comme Développement et paix, l'aide qui interviendra dans un deuxième temps est tout aussi cruciale: «Pour l'instant, nous récoltons les dons en attendant les plans d'action de nos partenaires péruviens qui appartiennent au réseau Caritas international. Cela devrait se préciser en début de semaine prochaine, explique Wanda Potrykes, agent de communication. Nous interviendrons pour la reconstruction des logements et pour combler les besoins nés en aval de ce tremblement.»

Ce sont près de 18 000 Péruviens qui vivent au Québec, dont 90 % à Montréal. Si aucune victime n'est à déplorer au sein de la communauté péruvienne montréalaise, l'émotion reste très forte et quelques-uns de ses membres se sont envolés dès hier pour Lima.

Le Devoir

Mineurs coincés: trois sauveteurs meurent dans un effondrement

Los Angeles — Les opérations pour tenter de retrouver six mineurs disparus depuis 11 jours dans une mine de charbon de l'Utah ont été suspendues hier sine die après la mort la veille de trois secouristes dans un nouvel effondrement, ont annoncé les autorités.

«Nous avons suspendu le volet souterrain des opérations de secours», a indiqué le responsable de l'administration fédérale de la sécurité des mines, Richard Stickler, lors d'une conférence de presse hier midi. Il n'a pas précisé si ou quand ces opérations reprendraient.

Auparavant, le gouverneur de l'État, Jon Huntsman, avait appelé à réévaluer les risques pour les sauveteurs engagés dans des recherches qui semblent de plus en plus vouées à l'échec, aucun signe de vie des six mineurs n'ayant été enregistré depuis le 6 août.

«Je pense que les recherches souterraines vont cesser pour le moment», a-t-il déclaré, ajoutant que les forages réalisés depuis la surface pour tenter de localiser les mineurs pourraient se poursuivre.

«Nous ne voulons plus de blessures. Nous en avons eu assez», a-t-il dit, qualifiant les événements de Crandall Canyon, situé à quelque 200 km au sud-est de Salt Lake City, de «moment déterminant» pour l'industrie minière.

Il a aussi annoncé hier la mise en berne des drapeaux de l'État en hommage aux «héros» décédés. Six autres sauveteurs ont été blessés.

Les équipes de sauveteurs sont composées de collègues des mineurs disparus.

Le propriétaire de la mine, Robert Murray, avait indiqué au cours des derniers jours que des mineurs-secouristes avaient demandé que l'on arrête les opérations de recherche parce qu'ils craignaient pour leur sécurité.

Les opérations de secours ont d'ailleurs dû être arrêtées à plusieurs reprises en raison des craintes de nouveaux effondrements.

Selon les autorités, jeudi soir, les sauveteurs ont été victimes d'un «choc» sismique alors qu'ils creusaient une galerie vers l'endroit où travaillaient les mineurs au moment de leur disparition.

C'est le même type d'événement qui a causé l'effondrement d'une galerie le 6 août.

Un porte-parole du Département du travail, Rich Kulczewski, a précisé qu'un choc sismique pouvait se produire lorsque la pression sur les

galeries était trop forte.

Interrogé sur un arrêt définitif des recherches, il a indiqué que «c'était quelque chose qui devait être encore déterminé».

Depuis l'effondrement d'une galerie, trois forages verticaux n'ont pas permis de détecter des signes de vie dans la portion de la mine où les hommes devaient se trouver, à quelque 450 mètres sous terre.

Les secours avaient commencé jeudi à percer un quatrième trou, tout en continuant à déblayer la galerie horizontale effondrée.

De très minces espoirs de retrouver les mineurs disparus reposaient sur des bruits ayant été perçus mercredi grâce à un système permettant «d'ausculter» la montagne où est située la mine.

Agence France-Presse

**Sylvie MONETTE
Cathia RIOPEL**

**EN FRANÇAIS
S.U.P.**

2^e année — Série 2

Couvre les objectifs des programmes officiels d'études en français immersion langue seconde.

128 pages — 30 \$
ISBN 978-2-89458-096-7

Les éditions LA PENSÉE
514-848-9042

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.



4 grandes conférences

Participons au premier Forum social québécois

315 ateliers participatifs à l'UQAM

- droits humains et lutte pour l'égalité
- environnement
- services publics et bien commun
- monde du travail et économie solidaire
- culture et communication
- démocratie
- solidarité internationale
- spiritualité, éthique

De nombreux invités sont attendus, dont

- Myrico Whitaker (cofondateur du Forum social mondial)
- Chyano Nobre (Marche mondiale des femmes, Brésil)
- Refaat Sabbah (Teacher creativity center, Palestine)
- Helga Serrano (Réseau international pour l'abolition des bases militaires étrangères, Équateur)
- Ghislain Picard (Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador)
- Marie Pelchat (Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles)
- Jacques Proulx (Solidarité rurale)

150 activités culturelles dont le spectacle d'ouverture le 23 août

www.forumsocialquebecois.org
Inscription en ligne (20 \$ + taxes)
Financement disponible pour le covoiturage



DOSSIER

MANGER MADE IN QUÉBEC, UNE UTOPIE?

Pesticides: le portrait québécois est peu reluisant

Pour les fruits et légumes, la province se compare au Vietnam et à Taiwan

FABIEN DEGLISE

Plus près, mais pas forcément moins exposés aux pesticides. Contrairement à la croyance populaire, les fruits et légumes cultivés au Québec ne sont pas moins contaminés par les produits agrochimiques que ceux importés de l'étranger ou du reste du Canada. C'est du moins ce qui ressort des analyses en laboratoire effectuées par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA).

En effet, en 2004-05, près de 500 échantillons de fruits et légumes frais produits au Québec se sont retrouvés sous les microscopes des laboratoires du MAPAQ afin d'y déceler les résidus de pesticide encore présents. Au total, 219 produits chimiques différents entrant dans la production agricole au pays ont été trouvés.

Résultats, près de 33 % de ces aliments ont révélé la présence de pesticides. De ce nombre, 1,5 % avaient même des concentrations allant au-delà des normes permises, indique un document de la Direction des laboratoires d'expertises et d'analyses alimentaires. Les laborantins avaient composé un panier comprenant des pommes, des fraises, des framboises, de la laitue romaine, des poivrons verts, des tomates rouges de champ et des pommes de terre, uniquement.

A titre comparatif, pour la même année, les 11 000 échantillons de fruits et légumes cultivés au Canada et testés par l'ACIA ont livré un taux d'infraction aux normes sur les résidus six fois plus bas qu'au Québec, à 0,23 %. Et ce, «avec des critères d'analyse sensiblement plus élevés qu'au Québec», a concédé Daniel Tremblay, responsable de l'inspection des aliments au MAPAQ. Par ailleurs, moins de 10 % des produits canadiens passés au crible contenaient des traces de pesticide à des niveaux dits acceptables.

Le Sud fait mieux

Plus étonnant, à échantillonnage égal, les fruits et légumes importés de la Thaïlande et du Brésil se sont révélés moins contaminés que ceux provenant du Québec. Dans ces deux lots, l'ACIA a découvert à la frontière des cas dépassant les normes en matière de résidus de pesticide, respectivement de 1,18 % et de 0,76 %. Notons que les infractions sont également très basses pour les produits importés de l'Afrique du Sud (0,13 %), du Costa Rica (0,17 %),



En 2004-05, les 11 000 échantillons de fruits et légumes cultivés au Canada et testés par l'ACIA ont livré un taux d'infraction aux normes sur les résidus six fois plus bas qu'au Québec, à 0,23 %.

des États-Unis (0,39 %), du Guatemala (0,42 %), du Mexique (0,54 %), du Chili (0,61 %) ou de l'Équateur (1 %).

Le Québec se compare même, en la matière, à des pays comme le Vietnam et Taiwan. Les fruits et légumes provenant de ces endroits ont livré des taux de non-conformité de 1,40 %, environ. Cependant, la province fait mieux que la Chine (1,68 %) — sur 11 % d'échantillons testés positifs, toutefois —, l'Inde (2,67 %) ou encore le Salvador, champion des résidus avec... 33 % d'infractions enregistrées par les fonctionnaires fédéraux.

Une image étonnante

«C'est un portrait assez étonnant», a commenté Lova Ramanitrivio, porte-parole de la Coalition pour les alternatives aux pesticides, qui relève désormais du groupe de pression environnemental Équiterre. «Effectivement, on a la perception que les produits du Québec sont moins touchés par les pesticides que ceux

venant de pays chauds comme le Mexique. Nos règlements sont aussi très sévères et on aurait pu s'attendre à mieux.»

Spécialiste des pesticides en milieu agricole, Mohamed Khelifi, professeur au département des sols et de génie agroalimentaire de l'Université Laval, n'est, pour sa part, pas surpris par les résultats d'analyses chimiques sur les fruits et légumes cultivés au Québec. «Comme partout ailleurs dans le monde, ces produits sont massivement utilisés ici pour soutenir et augmenter les rendements dans l'agriculture conventionnelle, dit-il. Nous avons les mêmes problèmes que le reste du monde: quand les parasites commencent à devenir résistants à un pesticide, les agriculteurs ont tendance à multiplier les épandages pour en venir à bout.»

Pis, les efforts déployés par le gouvernement du Québec pour réduire l'usage de ces intrants agrochimiques se buteraient depuis quelques années à la réalité économique des agriculteurs, qui bien souvent «ne veulent pas investir dans des

équipements particuliers pour remplacer les pesticides ou consacrer plus de temps à la gestion de leur culture, poursuit-il. Pour eux, les produits chimiques sont toujours plus efficaces et plus rapides.»

Sous la pression des consommateurs d'ici qui regardent de plus en plus d'un œil suspect les aliments anonymes provenant de l'étranger, les producteurs de la Nouvelle-Zélande, de l'Italie, de la Corée du Sud ou encore de l'Argentine semblent toutefois plus réceptifs à ces campagnes de réduction des pesticides, à en croire les données des analyses effectuées par l'ACIA. En effet, sur l'ensemble des fruits et légumes frais étrangers entrés au pays en 2004-05, 90 % en moyenne ne contenaient aucune trace de pesticide — contre 67 % pour les fruits et légumes du Québec. Dans les 36 000 lots testés, les infractions aux normes sur les résidus étaient également trois fois moins élevées.

Le Devoir

Quand «acheter local» peut nuire à la diversité

FABIEN DEGLISE

L'achat d'aliments locaux, c'est bien, clament les défenseurs de ce mode de vie. Mais le modèle proposé a aussi de nombreuses limites, répondent les spécialistes de l'agroalimentaire au Québec.

«Il faut être lucide», dit Mario Hébert, économiste à la Coopérative fédérée et également adepte des paniers de fruits et légumes livrés chaque semaine par des producteurs de sa région. «La demande alimentaire a beaucoup évolué dans les dernières années. Elle s'est aussi considérablement diversifiée sous la pression de la mondialisation, des voyages et de l'immigration.»

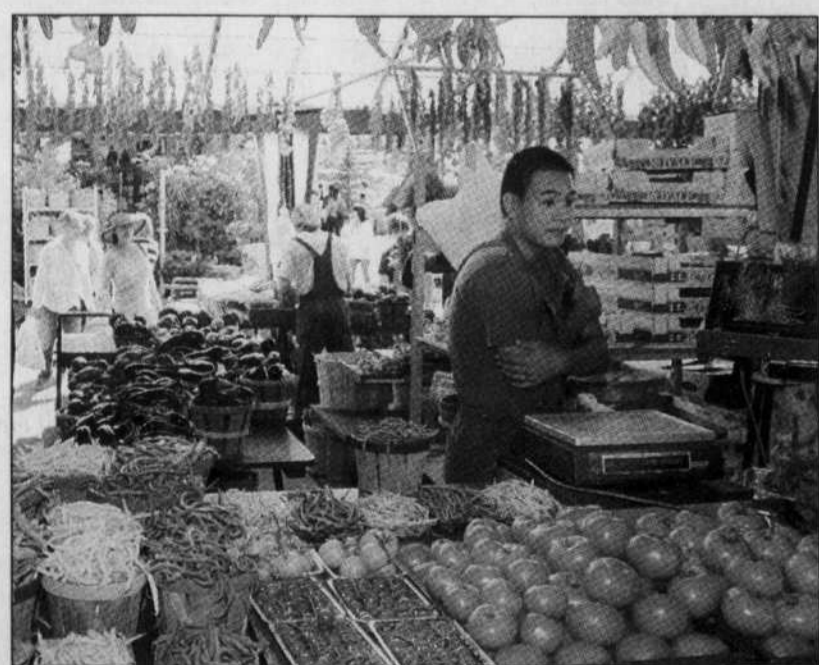
Conséquence: les tables du Québec croulent désormais sous les bananes, les oranges, les clémentines, les ananas, le café, le thé, le sucre et autres produits que le climat d'ici est tout simplement incapable de livrer. Et dont les consommateurs ne souhaitent certainement plus se passer.

«On ne veut pas retourner dans les années 50 où la diversité des fruits et légumes était très limitée», résume JoAnne Labrecque, professeure aux HEC et spécialiste du commerce de détail.

Étant donné que les récoltes du Québec se font sur une courte période de temps, les importations de fruits et légumes de la Chine, du Mexique, du Salvador ou du Vietnam deviennent naturellement incontournables. Nuisant du même coup à l'idée d'un régime alimentaire composé à 100 % de produits d'ici et au concept de souveraineté alimentaire où le Québec nourrirait entièrement le Québec. Au nom de l'économie et de l'écologie.

Souveraineté vs autosuffisance

«Je ne crois pas en ce concept-là», lance Jean Garon, l'ancien ministre de l'Agriculture. «C'est sympathique, mais ça ne va pas loin. Il faut plutôt faire avancer l'idée d'autosuffisance alimentaire en s'assurant d'être performants dans les secteurs qui sont à notre avantage, mais



Les tables du Québec croulent désormais sous les bananes, les oranges, les clémentines, les ananas, le café, le thé, le sucre et autres produits que le climat d'ici est tout simplement incapable de livrer. Et dont les consommateurs ne souhaitent certainement plus se passer.

aussi en faisant en sorte que nos importations de produits agricoles soient payées par nos exportations. C'est plus réaliste.»

Avec une balance commerciale excédentaire dans le secteur agricole, le Québec semble d'ailleurs avoir remporté ce pari que Jean Garon s'était donné à l'époque où, sous René Lévesque, il détenait le portefeuille de l'Agriculture. En 2005, ce surplus s'est élevé à 349 millions de dollars, contre 45 millions en 1997.

Pour Mario Hébert, ces chiffres démontrent qu'il est possible de faire payer notre goût d'exotisme, de café, de mangues ou de thon au reste du monde en y vendant ce que l'on fait de mieux. «Il faut être stratégique, dit-il. Notre agriculture, c'est une peau de chagrin. Notre marché est à maturité [comprendre: il ne peut pas faire manger plus que la capacité des estomacs québécois est capable de rece-

voir]. Pour croître, le secteur agricole est donc forcé d'exporter» et ce faisant, d'accepter aussi qu'en vendant à l'étranger, il doit en retour, sur la base de l'échange, acheter de l'étranger.

La guerre des bas prix

Tout le monde y trouverait d'ailleurs son compte. A commencer par la majorité des consommateurs d'ici qui, pour des raisons purement budgétaires, se préoccupent surtout du prix des aliments avant de les acheter. «La consommation de masse est ainsi faite, dit Jean Garon. Certains produits de l'étranger arrivent ici à des prix plus concurrentiels et répondent ainsi à la demande d'une majorité de consommateurs.» C'est le cas entre autres de plusieurs fruits et légumes que les producteurs québécois ne peuvent pas concurrencer. Pour

UTOPIE

SUIITE DE LA PAGE 1

écologique, ont indiqué «faire un effort pour acheter localement» et ce, «pour encourager les producteurs locaux». La marge d'erreur est de 2,40 %, 19 fois sur 20.

Or, au même moment, ces consommateurs ont effectué principalement leurs achats dans les grandes chaînes de distribution (Provigo, Métro, IGA et consorts) qui, avec les magasins-entrepôts, se partagent 70 % des parts de marché des fruits et légumes frais au Québec, indique le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Tout en ajoutant: dans ces endroits, «la forte centralisation des achats [...] et les besoins de volumes importants» ont fait disparaître des comptoirs les produits des maraichers de petite taille qui évoluent généralement dans les campagnes d'ici, peut-on lire dans un document intitulé Portrait des réseaux de distribution de fruits et légumes frais du Québec datant de février dernier.

En chœur, ces grands distributeurs ont catégoriquement refusé cette semaine d'indiquer au Devoir la part réelle de produits québécois se trouvant à longueur d'année sur leurs rayons. «Mais il suffit de s'y rendre pour voir qu'il n'y en a pas beaucoup», souligne l'ancien ministre de l'Agriculture, Jean Garon, joint au téléphone dans les derniers jours. «Il y a quelques années, le gouvernement a fait une gaffe en laissant partir la majorité de ces entreprises dans des mains autres que québécoises. Aujourd'hui, on en paie collectivement le prix. Les achats sont centralisés à Toronto et les producteurs d'ici ne sont plus respectés.»

Pourtant, ce besoin de respect n'a jamais autant été au cœur des conversations, dans les cercles voués à la défense d'une alimentation locale, du moins. La tendance est poussée autant par le «manque de confiance dans des produits anonymes provenant de l'étranger» que par les préoccupations environnementales, qui amènent aujourd'hui «des consommateurs à remettre en question les distances parcourues par les aliments», résume Jean-Pierre Lemasson, du groupe de recherche sur la gastronomie de l'UQAM. Mais la conjoncture n'y est pas toujours favorable.

Une manne passagère

Le climat du Québec y est d'ailleurs pour beaucoup... en exposant les consommateurs à une manne, passagère, entre juillet et septembre. Avec à la clé une dure réalité: le régime alimentaire composé à 100 % d'aliments puisés dans un rayon de 100 ou 200 km de sa cuisine, comme plusieurs témoins de l'alimentation locale essaient de le prescrire à la population, ne peut qu'entrer dans la catégorie des «belles utopies», dit Mario Hébert, économiste à la Coopérative fédérée. «La plus importante entreprise agroalimentaire au Québec», comme elle aime se présenter. «Ce mode de vie est bien sûr souhaitable pour des raisons environnementales et économiques. En saison, il est même relativement facile à mener. Mais toute l'année, cela me semble peu réaliste.»

Le MAPAQ tend d'ailleurs à le confirmer avec un document sur la disponibilité des fruits et légumes du Québec publié au début de l'été. Histoire de faire la promotion des productions locales.

Si les champs de la province, à cette époque de l'année, doivent effectivement sur les marchés près d'une soixantaine de fruits et légumes différents, lors des mois d'hiver, la variété n'est pas forcément au rendez-vous: seuls les betteraves, les tomates de serre, la laitue hydroponique, les carottes, les champignons, les choux rouges, les endives et les pommes de terre subsistent. «Ce qui demande beaucoup d'imagination et de grandes aptitudes culinaires pour organiser des menus à partir de cette palette limitée», dit Jean-Pierre Lemasson.

Le silence des étiquettes

Au rayon des viandes ou des produits laitiers, le portrait est bien sûr différent. Et l'offre est aussi abondante que constante pendant les 12 mois de l'année, souligne Jacques Proulx, un fervent défenseur de l'achat local. «Quand tu achètes des produits locaux, cela a des retombées sur l'économie, la prospérité et la création d'emplois. Et puis, ça contribue à développer et à maintenir les services de proximité. C'est important.»

Le hic, pour ce qui est du porc, du bœuf ou de l'agneau, par exemple, est que cette quête contemporaine de «penser globalement, agir localement» se bute bien souvent à des principes d'étiquetage qui, dans la grande distribution, ne jouent pas toujours en faveur des consommateurs pour les aider à faire des choix éclairés.

Et pour cause. Si les fruits et légumes affichent de plus en plus leur provenance, les côtelettes, palettes, filets et autres cubes, eux, continuent, faute de réglementation spécifique, à s'exposer dans un grand anonymat. Anonymat alimenté d'ailleurs par les grands distributeurs eux-mêmes qui, ce faisant, arrivent plus facilement à mettre en concurrence des productions brésiliennes, américaines, mexicaines ou chinoises avec celles des éleveurs d'ici. Et ce, pour tirer les prix vers le bas et ainsi maintenir leurs marges de profit vers le haut.

Au cœur de cette mathématique de la croissance, le poulet, les œufs ainsi que le lait et ses dérivés arrivent toutefois à se distinguer. Issus de productions dites «sous gestion de l'offre», leur origine est facile à deviner. Elle est forcément québécoise ou canadienne, puisque ces produits sont protégés de la concurrence étrangère. «Le principe d'achat local est mis en pratique dans ces domaines», résume Mario Hébert. Mais c'est clair que la gestion de l'offre n'est pas un modèle que l'on pourra imposer dans d'autres secteurs de l'agriculture puisqu'il est déjà beaucoup remis en question sur la scène internationale dans le cadre, entre autres, des discussions ayant lieu au sein de l'Organisation mondiale du commerce. Plusieurs pays, dont les États-Unis, aimeraient bien voir ce modèle, qualifié de protectionniste, disparaître. Au nom du libre-échange.

Des marchés trompeurs

Remèdes à une offre de produits alimentaires de plus en plus internationale, les marchés publics — qui occupent un faible 1,5 % du marché des fruits et légumes au Québec — tendent à s'imposer comme la porte d'accès aux aliments d'ici. Une porte qui grince parfois lorsqu'en pleine saison la salade du Québec s'y fait narguer par des salades des États-Unis. Comme c'est parfois le cas.

Sous la pression des consommateurs, les choses pourraient toutefois changer, croit Jacques Proulx, ancien président de l'Union des producteurs agricoles (UPA) qui voit dans le désir d'acheter localement plus qu'un phénomène de mode. «C'est une tendance qui va se développer à l'avenir, car on commence à comprendre collectivement les bénéfices que cela va nous apporter», dit-il.

JoAnne Labrecque le croit aussi. Elle pense également que l'éducation des consommateurs en la matière va certainement inciter les réseaux de distributeurs alimentaires à revoir leurs façons de faire pour mieux répondre à ce nouveau besoin. «Plus sensibilisés, les gens vont davantage s'efforcer de croiser des aliments importés à l'épicerie quand ces mêmes aliments sont disponibles en version québécoise», dit-elle. Et du même coup, ils pourraient mettre à l'épreuve un concept tout aussi contemporain que l'achat local. Celui du «demandez et (peut-être) vous recevrez».

Le Devoir

Le Devoir

LE MONDE

Jeux de guerre sino-russes dans l'Oural

Poutine annonce la reprise des vols de bombardiers stratégiques

Tchekbarkoul — Les présidents russe Vladimir Poutine et chinois Hu Jintao ont assisté hier à des manœuvres militaires spectaculaires de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui ambitionne de faire contrepoids aux États-Unis et à l'OTAN.

Ils ont assisté dans la région de Tcheliabinsk (sud de l'Oural) au point d'orgue de ces manœuvres sans précédent intitulées «Mission de paix 2007» qui ont débuté le 9 août en Chine et se sont poursuivies cette semaine en Russie.

Mais M. Poutine, qui a annoncé lors de ces exercices la reprise des vols permanents des bombardiers stratégiques russes, a démenti que l'OCS soit dirigée contre l'Alliance atlantique.

«Cela ne correspond pas à la réalité [...] Il ne s'agit pas essentiellement d'une formation militaire mais anti-terroriste», a-t-il insisté.

Au son du clairon annonçant le début de l'opération, des soldats ont tiré avec des armes chargées à blanc sur un millier de «terroristes» imaginaires supposés vouloir renverser le régime d'un des pays de l'OCS. Des chasseurs et des hélicoptères ont survolé le champ d'opération.

MM. Poutine et Hu étaient accompagnés de leurs quatre homologues d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan) formant avec eux l'OCS. C'est la première fois que les six pays de l'OCS participent à ces exercices qui mettent en cause plus de 6000 hommes.

Le sommet de l'OCS, une organisation créée en 2001 pour lutter contre le terrorisme, s'est déroulé jeudi à Bichkek, capitale du Kirghizistan. Il a été l'occasion de critiques de l'hégémonie américaine, notamment de la part du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui souhaite passer du statut d'observateur de l'OCS à celui de membre à part entière.

Ces manœuvres marquent aussi une nouvelle étape dans la coopération militaire entre la Russie et la Chine, qui avaient organisé il y a deux ans leurs premiers exercices conjoints. Pour Moscou, c'est aussi l'occasion de montrer les capacités de son industrie militaire et d'intéresser des clients potentiels.

La Russie a pris en charge le financement de cette phase finale des exercices, dépensant près de 80 millions de dollars. Pékin a envoyé 1700 hommes et ses hélicoptères et avions.



Ravitaillement au large des côtes norvégiennes.

SCANPIX REUTERS

Les exercices ont déployé une force de feu impressionnante contre un millier d'insurgés, lançant un assaut sur un village et y prenant des otages avant de tenter de traverser une frontière toute proche.

Des médias russes n'ont pas manqué de faire le parallèle avec le soulèvement d'Andijan, en Ouzbékistan en mai 2005. Il avait été violemment réprimé, faisant des centaines de victimes civiles, selon les ONG.

«Ces manœuvres sont un nouveau pas vers le renforcement des relations entre nos pays, un pas qui contribue à renforcer la paix et la sécurité, et avant tout la sécurité de nos peuples», a souligné M. Poutine.

Les relations entre les pays membres ne sont pourtant pas sans nuages. «Quelles sont les limites des livraisons d'armes russes à la Chine? La Russie s'approvisionne-t-elle pas un ennemi potentiel?», s'inquiétait hier l'hebdomadaire russe *Moskovskie Novosti*.

LOCS est souvent accusée d'être un «club de dictateurs» faisant peu de différence entre lutte contre le terrorisme et répression d'émeutes populaires. A New York, l'ONG Human Rights Watch a accusé les gouvernements de l'OCS «d'utiliser une notion trop large du mot "extrémiste" pour faire taire les dissidents».

Invocant des menaces posées par d'autres puissances, la Russie a par ailleurs envoyé hier 14 bom-

bardiers en patrouille sur de longues distances, loin de ses frontières, renouant de manière permanente avec des pratiques de l'époque soviétique.

«En 1992, la Russie a mis fin unilatéralement aux vols de son aviation stratégique dans des zones militaires de patrouille éloignées. Malheureusement, notre exemple n'a pas été suivi par tout le monde. Les vols de l'aviation stratégique d'autres pays se poursuivent et cela crée certains problèmes pour assurer la sécurité de la Fédération de Russie», a déclaré M. Poutine.

«Nous avons décidé de rétablir les vols de l'aviation stratégique russe sur une base permanente», a encore dit le président russe à des journalistes lors des manœuvres exécutées dans l'Oural.

«Aujourd'hui, 17 août à 00h00, 14 bombardiers stratégiques ont décollé de sept bases aériennes dans le pays, accompagnés d'avions de soutien et de ravitaillement [...], a-t-il précisé. A compter de ce jour, les patrouilles seront effectuées sur une base régulière».

«Vieux appareils»

«Nous espérons que nos partenaires feront preuve de compréhension à cet égard», a-t-il ajouté. A Washington, des responsables ont estimé que ces vols ne représenteraient vraisemblablement pas une menace pour la sécurité des États-Unis. «Si la Russie estime qu'elle

doit sortir certains de ses vieux appareils de son grenier et les faire voler, cela la regarde», a déclaré le porte-parole du département d'État, Sean McCormack.

De nombreux observateurs estiment que ces sorties — qui avaient été suspendues en raison d'un manque de crédits militaires — sont le signe d'une arrogance croissante de la Russie.

Des militaires occidentaux ont relevé que les vols russes de longue distance à proximité de leur espace aérien étaient devenus plus fréquents après une longue accalmie, dans les années 1990.

Un responsable occidental de la défense a qualifié la reprise des vols de rodromontade «pour faire savoir au monde qu'il fallait à nouveau compter avec la Russie».

Pendant la guerre froide, les bombardiers à longue distance russes, capables de transporter des armes nucléaires stratégiques, ont souvent joué au chat et à la souris avec les forces aériennes occidentales.

Des généraux des forces aériennes russes ont déclaré ce mois-ci que des équipages de bombardiers avaient volé à proximité de l'île de Guam, dans le Pacifique, où est implantée une base militaire américaine, forçant des avions américains à décoller pour les suivre.

Reuters

Le roi des Belges devra désamorcer une crise politico-linguistique

PHILIPPE SIUBERSKI

Bruxelles — Les négociations pour la formation d'un gouvernement en Belgique, infructueuses depuis plus de deux mois, ont été suspendues hier par le roi Albert II, qui va devoir désamorcer une crise entre Flamands et francophones qui pourrait menacer le royaume d'éclatement.

Yves Leterme, le chef du parti démocrate-chrétien flamand (CDV) arrivé en tête des législatives du 10 juin, avait été chargé par le roi à la mi-juillet de négocier la formation du gouvernement.

Les discussions extrêmement houleuses dès le début se sont encore envenimées en fin de semaine, Flamands et francophones présentant des programmes de réforme irréconciliables.

Le roi Albert II, qui a reçu M. Leterme hier midi pour faire le point, a été acculé à annoncer une «suspension» des négociations. Dans les prochains jours, le souverain rencontrera les présidents des partis pour tenter de rétablir un climat de confiance.

Mais sa marge de manœuvre est limitée. Yves Leterme, qui n'a pas été déchargé de sa mission, a expliqué hier que certains partis «hésitaient toujours» à s'engager dans la grande réforme institutionnelle que les électeurs flamands ont appelée de leur vœux.

Lors des législatives, les électeurs flamands ont en majorité voté pour des partis «confédéralistes», comme celui de M. Leterme, soit pour des indépendantistes, comme la formation d'extrême droite Vlaams Belang.

Souvent circonspects, les Belges évoquent désormais ouvertement le scénario d'une partition du pays entre francophones et néerlandophones, tout en rejetant un tel éclatement, selon les sondages.

«L'un des grands points de discorde réside dans l'absence d'un consensus sur le rôle, la signification et la place de l'État», a expliqué hier M. Leterme.

Malgré l'impasse, il refuse de céder sur sa principale revendication: une nouvelle répar-

tion des pouvoirs qui diminuerait le rôle du gouvernement central au profit des trois régions du pays, la Flandre, la Wallonie et Bruxelles.

Depuis la mi-juillet, quatre partis tentaient de forger une coalition de centre-droit, dite l'«Orange bleue»: le parti libéral flamand (VLD) et son homologue francophone (Mouvement réformateur, MR) et les deux formations démocrates-chrétiennes, la flamande CDV et la francophone CDH (Centre démocrate humaniste).

En début de semaine, M. Leterme avait dévoilé une liste de 80 revendications flamandes, reprenant des demandes «classiques», notamment en matière d'autonomie fiscale, mais présentant aussi quelques surprises, comme la «régionalisation» du code de la route.

Les transferts de pouvoirs sont destinés à «former des paquets de compétences homogènes», selon les Flamands, mais se traduiraient par un «délitement de l'État central» qui fera que la «Belgique n'existera plus dans 20 ans», selon un négociateur francophone.

Les francophones ont répliqué en présentant leur propre cahier des charges, dont certains points constituent des tabous en Flandre. Ils ont notamment suggéré un élargissement du territoire de la région de Bruxelles, majoritairement francophone, au détriment de la Flandre.

La réaction a été cinglante: «Les francophones jouent avec les fondements du pays: la frontière linguistique, les droits des Flamands. Comment peut-on encore faire confiance à ces gens?», fulminait hier Het Laatste Nieuws, le quotidien le plus lu en Flandre.

«Si les positions des francophones mènent à un scénario de divorce à la tchécoslovaque, les chômeurs, les malades et les invalides de Bruxelles et de la Wallonie [régions plus pauvres que la Flandre] devront en payer le prix. Et ce n'est pas M. Sarkozy qui signera le chèque depuis Paris», lançait même l'éditorialiste du journal.

Agence France-Presse

L'armée américaine envisage une réduction de ses effectifs en Irak en 2008

Washington et Bagdad — L'état-major américain envisage de maintenir jusqu'à l'année prochaine un contingent de 160 000 hommes en Irak, pour ensuite commencer à réduire progressivement ses effectifs, a annoncé hier un haut responsable militaire.

Pour le général Ray Odierno, responsable des opérations militaires en Irak, le niveau de sécurité s'est amélioré dans le pays grâce à la décision du président américain d'envoyer des troupes supplémentaires, même si selon lui il faudra encore patienter pour prendre toute la mesure des effets positifs de la stratégie de George Bush.

Le général américain estime que les soldats envoyés en renfort cette année en Irak devraient regagner les États-Unis entre avril et août 2008, et ce, afin de tenir la promesse de Washington suivant laquelle l'opération d'accroissement des

troupes n'excéderait pas 15 mois.

«L'accroissement des troupes, nous le savons tous, prendra fin dans le courant de l'année prochaine», a déclaré Odierno lors d'une visioconférence retransmise au Pentagone. Il a ajouté que le dernier mot appartiendrait à son supérieur hiérarchique en Irak, le général Petraeus, qui doit présenter un rapport le 15 septembre au Congrès sur l'évaluation de la stratégie de Bush dans la région.

«Bien que nos récents succès tactiques ne soient pas reflétés dans la tendance actuelle, nous sommes sur la bonne voie», s'est félicité le général Odierno, ajoutant que le nombre d'attentats en Irak était actuellement à son plus bas niveau depuis août 2006. Si l'US Army se targue d'avancées sur le plan militaire, la question de la présence de soldats en Irak se pose avec de plus en plus d'acuité pour l'opinion pu-

blique américaine, lasse de ce conflit coûteux et meurtrier.

Dopés par la perspective de la présidentielle de 2008, les démocrates américains «surfont» sur la vague d'impopularité du président et comptent bien se servir du rapport qui sera présenté devant le Congrès pour prouver au peuple américain que les États-Unis doivent prendre le chemin d'un désengagement progressif.

Par ailleurs, les dirigeants sunnites irakiens ont critiqué hier l'alliance annoncée la veille entre les partis chiïtes et kurdes, jugeant qu'elle serait inefficace pour résoudre la crise politique en Irak. Ils «n'auraient pas dû annoncer une alliance avant de convaincre tous les partis de l'efficacité de la direction politique», déclare dans un communiqué le Front de la concorde nationale, principal bloc sunnite du Parlement dont les ministres ont démis-

sionné du gouvernement le 1er août. Le Front, qui a boycotté les discussions menant à cette nouvelle alliance, souligne que la participation de tous aurait mis fin à la «stagnation» du processus politique.

«Le Front exhorte toutes les parties à exercer une pression sur le gouvernement pour réactiver une réelle participation dans le processus politique plutôt que d'avoir une composition qui n'a aucune autorité sur les autres partis», a ajouté le Front.

Jeudi, le président Jalal Talabani et le premier ministre Nouri al-Maliki ont annoncé avoir formé une alliance composée de deux partis chiïtes et de deux partis kurdes pour tenter de sortir l'Irak de la crise politique, mais sans obtenir la participation immédiate des sunnites.

Reuters

Agence France-Presse

EN BREF

Frères musulmans arrêtés en Égypte

Le Caire — La police égyptienne a arrêté hier 16 cadres des Frères musulmans, dont deux hauts responsables de la confrérie islamiste, Essam el-Aryane et Mahmoud Hussein, a indiqué une source au sein des services de sécurité. Ces dirigeants islamistes ont été interpellés en soirée alors qu'ils étaient réunis au domicile de l'un d'entre eux, Nabil Mokbal, à Guizeh, un quartier du Caire, a précisé un responsable des services de sécurité qui a refusé l'anonymat. Les Frères musulmans, principal groupe d'opposition en Égypte, détiennent un cinquième des sièges au Parlement. Ils sont officiellement interdits en tant que parti politique mais tolérés dans les faits. Essam el-Aryane est l'un des dix membres du bureau politique et Mahmoud Hussein, un des dix membres du Conseil de l'orientation, l'autre instance dirigeante de la confrérie. — AFP

Belgrade songe à redéployer des troupes au Kosovo

Belgrade — Les autorités serbes ont estimé hier que le moment était venu de redéployer leurs forces de sécurité au Kosovo, initiative qui pourrait compromettre des pourparlers prévus fin août sur l'avenir du territoire à majorité albanaise administré par l'ONU.

Cette suggestion, émise par un responsable serbe du Kosovo, a été promptement reprise par Aleksandar Simic, conseiller du président serbe Vojislav Kostunica. «Nous pensons que le moment est venu», a déclaré Simic à l'agence Beta.

La résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a placé en juin 1999 le Kosovo sous la tutelle de l'Organisation internationale, autorise le retour de «certaines, mais non de milliers» de soldats et de policiers serbes. Cela ne s'est jamais fait en raison des risques qui s'y rattachent.

La Serbie, alors dirigée par Slobodan Milosevic, avait retiré ses forces de sa province méridionale en juin 1999 après onze semaines de bombardements de l'OTAN qui avaient pour but de mettre fin à une campagne d'épuration ethnique contre les Albanais de souche.

L'OTAN, dont 16 000 soldats sont stationnés au Kosovo, a assuré aux deux millions d'habitants albanais du territoire (90 % de la population) que les forces serbes ne reviendraient jamais.

Jeudi, le Conseil national serbe du nord du Kosovo a

invité Belgrade à présenter officiellement au Conseil de sécurité de l'ONU une requête portant sur le retour d'un millier de soldats et de policiers serbes dans le territoire. «Dans la pratique, les seules garanties offertes aux Serbes sont la résolution 1244, l'armée et la police serbes», a déclaré le président du Conseil national, Milan Ivanovic, à l'agence officielle Tanjug.

Arben Qirez, conseiller du premier ministre kosovar Agim Ceku, a rejeté la suggestion en faisant valoir qu'un déploiement serbe aggraverait une situation déjà fragile. «Le sort des forces serbes a été décidé en juin 1999. Mais le régime serbe semble avoir la mémoire très courte et, malheureusement, les derniers représentants du régime de Milosevic sont toujours vivants», a-t-il dit.

Des délégués serbes et albanais doivent se rendre à Vienne à la fin du mois pour des entretiens séparés avec la «troïka» formée par les États-Unis, la Russie et l'Union européenne. Les pays occidentaux y voient un ultime effort pour parvenir à un compromis sur le statut du Kosovo.

La Russie, alliée de la Serbie, s'est opposée à l'adoption au Conseil de sécurité d'un projet occidental accordant au Kosovo une formule d'indépendance sous supervision européenne.

Reuters

Le nucléaire

Marie-Louis d'AUTEUIL

Collection Sciences physiques

LE NUCLÉAIRE

4^e secondaire

Formation générale des adultes
Guide d'apprentissage SCP 4010-2

240 pages - 17,75 \$
ISBN 978-2-7626-3619-1

LIDEC inc.
514-843-5991

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

ACTUALITÉS

Excellence journalistique

Le Devoir récompensé

La série de neuf articles que Le Devoir a consacré au 25^e anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés les 7, 10 et 11 avril derniers vient de lui valoir les honneurs lors de la remise des prix Justicia, qui soulignent l'excellence journalistique dans le domaine juridique. Nos journalistes Hélène Buzzetti, Alec Castonguay et Manon Cornélien ont reçu l'un des deux certificats de mérite — qui se sont ajoutés cette année au grand prix de la presse écrite — remis par l'Association du Barreau canadien et le ministère fédéral de la Justice.

Pour le jury, composé du juge Sean Dunningan, de l'avocate et professeure de journalisme Lisa Taylor et de l'avocate montréalaise Michèle Gamache, la série du Devoir «présente non seulement une rétrospective détaillée des 25 années d'existence de la Charte, mais elle examine aussi la question dans une

optique nouvelle et inédite en explorant à la fois les réussites et les échecs». Une opinion que nos lecteurs partageront certainement!

Les prix Justicia sont décernés depuis maintenant huit ans dans deux catégories, la presse écrite et les médias radio-télévisés. Ils visent à souligner «les reportages exceptionnels qui permettent au public de mieux comprendre et connaître le système de justice canadienne et les rôles qu'y jouent les institutions et les intervenants». Une série de la Presse canadienne et un documentaire diffusé sur la chaîne CTV se sont vu attribuer les deux grands prix 2007.

Bravo à notre équipe!

Josée Boileau
Directrice de l'information

Le Nordik Express heurte le fond

Le navire Nordik Express, qui assure la liaison et le ravitaillement de toutes les communautés de la Basse Côte-Nord qui ne sont pas desservies par une route, est amarré au quai de Harrington Harbour depuis jeudi soir après avoir heurté le fond en arrivant dans cette communauté. Personne n'a été blessé parmi les 25 membres d'équipage et les 156 passagers, des résidents et des touristes. Les passagers ont d'abord été évacués par mesure de précaution, mais ils ont pu remonter à bord du navire après qu'une première inspection n'eût relevé aucun danger pour leur sécurité. «Le navire a touché le fond de la baie en entrant à Harrington Harbour juste avant minuit hier [jeudi] soir», a déclaré en entrevue Robin Kelleher, directeur général de la compagnie Relais Nordik, propriétaire du navire. La compagnie n'était pas encore en mesure de déterminer, hier, si le navire avait dévié de sa voie ou si le niveau d'eau était anormalement bas. M. Kelleher a précisé que les conditions de navigation étaient apparemment «normales et très correctes». — PC

EAU Dion demande de nouveau que le Canada annonce immédiatement qu'il ne prolongera pas sa mission militaire de combat en Afghanistan

SUITE DE LA PAGE 1

source de cette information. «J'ai des informations, que je ne peux pas partager, à propos de discussions se déroulant sur ce sujet. Ces discussions ne devraient pas se transformer en négociations. La ligne entre les deux est souvent ambiguë et je veux dissiper cette ambiguïté», a-t-il dit hier.

M. Dion a été ministre de l'Environnement un an et demi, de juillet 2004 à janvier 2006, et à ce titre connaît bien le milieu écologique et les fonctionnaires du ministère fédéral. «C'est mon intérêt de protéger mon pays et c'est ce que j'ai fait aujourd'hui», a-t-il dit en guise de conclusion.

Jeudi, la directrice des communications du premier ministre, Sandra Buckler, avait nié catégoriquement que l'exportation de l'eau canadienne vers les États-Unis était à l'ordre du jour des discussions entre les trois leaders nord-américains. «Ce ne sera jamais notre intention d'exporter notre eau. Ce n'est pas à l'ordre du jour et ce n'est pas sur la table. [...] Ce n'est vraiment pas à l'ordre du jour, nous n'en parlerons pas, ce ne sera pas un sujet de discussion, cela n'arrivera pas.»

Au printemps dernier, la Chambre des communes a voté une motion appelant le Canada à demander aux États-Unis et au Mexique d'exclure l'eau des biens régis par l'ALENA. Les conservateurs ont voté contre. Au même moment, le Conseil des Canadiens a révélé qu'un think tank américain avait tenu le 27 avril une séance de discussions secrète sur l'environnement, y compris l'exportation d'eau en vrac, à Calgary. Des fonctionnaires des trois gouvernements, dont celui du Canada, y ont participé avec l'assentiment du gouvernement conservateur.

Claude Martel, du Sierra Club, estime que, si l'eau ne fait pas partie des discussions à Montebello, c'est simplement parce que «la rencontre est trop publique». Le sujet est davantage débattu, selon lui, par les groupes de travail plus discrets. S'appuyant sur des comptes rendus de réunions de groupes ayant donné naissance au PSP, il maintient que le but ultime de ce dernier est de commercialiser l'eau canadienne. «Je ne veux pas trop me coller dessus [Stéphane Dion], mais je dois reconnaître qu'il a raison», dit-il.

Meera Karunanathan, porte-parole du Conseil des Canadiens, félicite elle aussi M. Dion, quoiqu'elle souligne le cynisme de la position libérale. «Il est intéressant que le Parti libéral soit prêt à critiquer cette initiative, dit-elle. Parce que, quand nous demandions un vote parlementaire, ils n'ont jamais donné suite à notre requête lorsqu'ils étaient au pouvoir.»

Protéger les intérêts des Canadiens

Stéphane Dion n'a pas critiqué la mise en place du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP), puisque ce dernier a vu le jour sous le règne de Paul Martin en mars 2005, mais il exige que le processus soit plus transparent.

«Comme bien d'autres choses sous l'administration Harper, le PSP fait l'objet d'un grand secret, ne comprend pas de processus de consultation et manque de transparence, tout le contraire des multiples tables rondes dont le précédent gouvernement libéral exigeait la mise en place à la naissance de ce partenariat», a-t-il déclaré. Notons toutefois que les libéraux n'ont pas donné suite à cette promesse de consultation avant de perdre le pouvoir quelques mois plus tard.

D'ailleurs, l'attaché de presse du premier ministre conservateur, Dimitri Soudas, s'est empressé de faire parvenir un courriel aux journalistes hier citant en long et en large Paul Martin lors de la création du PSP, à Waco (Texas).

M. Dion propose que soit rendue publique la liste de tous les groupes de travail découlant du PSP et de leurs participants. Ce sont souvent ces groupes de travail qui élaborent les politiques auxquelles les leaders donnent leur accord en fin de processus. Il exige de ces groupes la publication de rapports trimestriels sur leurs travaux, la consultation de la population et enfin l'examen de leurs conclusions par les comités parlementaires pertinents.

Il invite aussi Stephen Harper à aborder la semaine prochaine le délicat sujet du Canadien Omar Khadr, détenu par les États-Unis à Guantánamo depuis qu'il a 15 ans. Une commission militaire américaine a infligé un revers à l'administration Bush en juin en déclarant que les tribunaux militaires d'exception mis sur pied pour le juger n'avaient pas l'autorité requise pour le faire. M. Dion voudrait que le premier ministre exige de M. Bush que le prisonnier soit jugé par un tribunal américain légitime, à défaut de quoi le Canada devrait réclamer son retour au pays pour qu'il soit jugé ici, croit-il.

M. Dion demande de nouveau que le Canada annonce immédiatement qu'il ne prolongera pas sa mission militaire de combat en Afghanistan au-delà de février 2009, afin de donner le temps aux alliés de lui trouver un remplaçant.

Le Devoir

Rectificatif

Le tremblement de terre du Pérou semble avoir eu son effet sur les claviers du Devoir, qui nous ont fait faussement écrire, dans notre édition du vendredi 17 août, en ouverture du texte «Le Pérou sous le choc, Un puissant séisme fait des centaines de morts» que le chaos régnait «sur la côte atlantique du Pérou». Évidemment, il s'agissait de la côte pacifique, comme l'indiquait tout le reste de l'article et que le faisait voir la carte qui accompagnait celui-ci!

SUITE DE LA PAGE 1

affiché des hausses convaincantes: le Dow Jones a pris près de 2 % alors que le S&P500, véritable baromètre des marchés en raison du fait qu'il ratisse large, a grimpé de 2,4 %. Le Nasdaq, quartier général des valeurs technologiques, s'est hissé de 2,2 %.

La Fed, qui jusqu'à la semaine dernière refusait de se laisser émouvoir par la crise de confiance des marchés, a tenté une fois pour toutes de redonner confiance aux acteurs du système financier en abaissant le taux d'intérêt qui s'applique lorsqu'elle prête de l'argent aux banques en situation de dernier recours.

L'institution dirigée par Ben Bernanke, que certains estiment trop académique par rapport à la déroute financière brutale des dernières semaines, a fait passer son taux d'escompte de 6,25 % à 5,75 %. Cette décision n'affecte pas le taux directeur, celui des Fed funds, qui incite les banques à s'en tenir à 5,25 % d'intérêt lorsqu'elles se prêtent de l'argent entre elles.

Annoncée peu après 8h, la décision fait aussi en sorte que la période de remboursement des banques à la Fed est passée de 24 heures à 30 jours.

L'annonce marque deux jalons importants. D'abord, c'est la première fois depuis septembre 2001 que la Fed modifie ses taux à l'extérieur des réunions à dates fixes. Ensuite, jamais n'avait-elle desserré son taux d'escompte sans aussi donner du lest au taux interbancaire. Le geste, en gros, signifie que la Fed veut que les banques réglent leurs problèmes entre elles, mais convient, en cas de dernier recours, de leur prêter de l'argent à un coût moins cher qu'auparavant.

«Le message de ce matin est clair: la Fed voit la tourmente qui secoue les marchés et craint que cela ne puisse mettre en danger la croissance économique», a écrit l'équipe d'économistes à la Financière Banque Nationale, qui entrevoit un risque réel de dommage économique en sol américain. «Avec cette intervention, elle se donne du temps pour évaluer la situation et voir si le marché se calme. Mais soyez sûr que si ce n'est pas suffisant, le FOMC réduira le taux des fonds fédéraux.»

Crise des liquidités

Les marchés financiers se trouvent au beau milieu d'un effet domino qui a débuté dans le secteur hypothécaire américain. Une série de faillites parmi les prêteurs hypothécaires a miné la confiance des banques, qui hésitent à se prêter de l'argent. Cette crise des liquidités, après des années de folies où la faiblesse des taux a rendu le crédit très facile, s'est traduite en crise de confiance virale, qui commence à se manifester à l'extérieur des États-Unis dans des créneaux qui ont peu à voir avec le secteur hypothécaire.

Pour mesurer le poids de la Fed en termes d'influence sur les marchés, pour juger la nervosité des

BOURSES



acteurs, un coup d'œil sur les Bourses européennes suffit. La Bourse de Londres, pour ne nommer que celle-là, a décollé de près de 4 % en seulement 20 minutes, un bond énorme senti dans la foulée immédiate de l'annonce. À Paris, Genève, Stockholm et Francfort, la réaction a été sensiblement la même.

De plus, la Fed a encore une fois injecté des liquidités sur le marché, soit 6 milliards \$US. Il s'agit de prêts aux banques dont le remboursement aura lieu lundi. L'opération est essentiellement celle d'un mécanicien qui met de l'huile dans un moteur. Depuis la semaine dernière, elle a ainsi injecté 94 milliards \$US. La Banque du Canada, qui a injecté 4 milliards depuis la semaine dernière, n'a pas bougé hier.

Depuis un certain temps, les investisseurs ont l'impression que la crise de confiance au sein du secteur bancaire incitera les institutions à resserrer l'ensemble du crédit, ce qui affecterait ensuite la croissance économique.

Avant-hier, même le secrétaire américain au Trésor a affirmé que la tourmente boursière pourrait, ultimement, retrancher quelques chevaux au moteur économique sans toutefois l'amener en récession. L'économie américaine compte pour environ 20 % de l'économie mondiale.

Or, l'autre question sur toutes les lèvres hier était celle du prochain chapitre à la Fed, à savoir si elle abaissera aussi son taux directeur. Dans son commu-

MAX

SUITE DE LA PAGE 1

be-bop dans sa version dure et leur aîné Hank Jones, la civilité faite homme.

Batteur, inventeur, compositeur et chef de file, Max Roach a tout fait. Ou plutôt, il a fait tout ce qu'il fallait faire. L'homme n'ayant jamais concédé un millimètre à toute intrusion de ce qui ressemble, même de loin, à l'arivisme, au racolage ou, pis encore, à un rabotage de son art, il fut aussi un politicien. Dans le sens évidemment combattant du terme. C'est d'ailleurs cet aspect qui le distingue des grands dévoués plus haut.

Cette inclination pour la lutte aux poings et pour la contestation verbale est née pour ainsi dire en même temps que lui, soit le 10 janvier 1924 dans une petite ville très pauvre d'un État dénué: New Land, en Caroline du Nord. Mais aussi parce que ses grands-parents, on souligne, ses grands-parents, étaient nés esclaves. Les ayant connus, il s'en souviendra toute sa vie, allant jusqu'à décliner musicalement les blessures que l'on devine aisément.

Pour cause de crise, celle de 1929, sa famille prend la direction d'un quartier où s'entassaient les chômeurs et les désœuvrés de New York. Sa mère est comme la mère de Duke Ellington: croyante et grande amatrice de spirituels, vouant aux gémonies les blues parce que considéré comme la musique du diable. À cette époque, on interdisait aux gamins de jouer ne serait-ce qu'un accord de blues parce qu'on avait la certitude que son rythme avait été créé au moment même où Dieu surprit Adam et Ève en train d'imiter les ondulations inhérentes au fruit défendu.

Le petit Max fréquente donc les églises et les écoles, où il collectionne les accolades du bon élève. Aussi bien en histoire qu'en mathématiques, ce qui va grandement le servir à partir du moment où lui reviendra la fonction de comptabiliser le temps dévolu à ses complices. Qu'ils s'appellent Charlie Parker ou Miles Davis. À 16 ans — 16! —, il obtient son diplôme de la célèbre Manhattan School of Music.

Un an plus tard, Duke Ellington ayant eu vent

qu'un jeune prodige des cymbales et des tambours, ces instruments interdits par les esclavagistes, habite les environs de New York, il lui demande de remplacer Sonny Greer qui s'est fait porter pâle. Pendant quelques jours, au Paramount, il y donc batte la mesure pour Duke, mais aussi pour Johnny Hodges, Ben Webster, Juan Tizol, Cat Anderson et d'autres initiés aux beautés sonores sculptées par le maître.

D'avoir été adoubé par le compositeur de *Caravan* et de *Mood Indigo* va accélérer son ascension, d'autant plus rapidement qu'en plus d'être doué il innove. Il n'a pas son pareil pour ausculter dans leurs moindres nuances les créations percussives des génies de l'instrument. Celles de Chick Webb, Sid Catlett et Joe Jones d'abord, celles de Kenny Clarke ensuite.

En fait, c'est en élargissant l'éventail rythmique de ce dernier qu'il va s'afficher comme un des acteurs incontournables du be-bop. De ce dernier, il n'est pas un héritier mais bien un des accoucheurs. Sur les célèbres *Now's The Time*, *Billie's Bounce* et *Yarbird Suite* de Charlie Parker, c'est lui qui jongle avec les bâtons et les pédales. Miles Davis, lui aussi présent à ses sessions, s'en souviendra lorsqu'il jugera qu'il est temps de prendre le contre-pied du be-bop, autrement dit de tuer le père, en confectionnant la naissance du cool jazz. *Birth Of Cool*, Max y était.

On a écrit Max, et seulement Max, on souligne car il faut souligner, parce que c'est dans ces années-là qu'il commence à se distinguer autrement qu'en simple batteur reconnu comme exceptionnel par ses pairs. Toujours est-il qu'à ces derniers il demande de l'appeler Max, de rayer le nom de famille. Car il le déteste, ce nom. D'abord, parce qu'il a été choisi par les esclavagistes; puis, parce qu'il désigne le... cafard, la blatte.

Cette volonté marquée de rester debout va le rapprocher de l'autre échaudé du jazz: Charles Mingus. Au début des années 50, ils vont créer l'étiquette *Debut*, puis plus tard ce sera *Candid*. Max va alors s'affirmer comme un porte-voix de l'égalité des droits, allant, toujours avec Mingus, jusqu'à organiser le Newport Rebels pour le respect des musiciens noirs, les

niqué, la Fed a affirmé que si l'économie continue de progresser à un rythme modeste, le risque d'un ralentissement s'est «accru de façon appréciable». L'institution est prête à «prendre les mesures nécessaires» pour apaiser les effets négatifs de la tourmente.

«La Fed va faire tout ce qu'il faut pour restaurer la stabilité financière», a dit dans une note de recherche Sherry Cooper, économiste en chef chez BMO Marchés des capitaux. «Pour les marchés financiers, le pire est passé.»

Après son intervention de vendredi, les investisseurs croient «la Fed mieux disposée à réduire ce taux à sa réunion de septembre», a indiqué le plus côté Al Goldman, analyste chez A.G. Edwards, auprès de l'Agence France-Presse. Le taux de 5,25 % est le même depuis juin 2006. Sa prochaine réunion aura lieu le 18 septembre.

Manifestation canadienne

La crise s'est manifestée au Canada dans un créneau particulier: celui du papier commercial adossé à des créances. Il s'agit de titres à très court terme dont les actifs sous-jacents sont des hypothèques, des locations de voitures, des dettes de cartes de crédit et des prêts commerciaux. Emis pour des périodes allant d'un à trois mois, ces titres se retrouvent notamment dans les fonds de marchés monétaires.

Les premiers balbutiements du problème au Canada sont survenus lorsque Coventree, un émetteur de ce genre de titres, s'est dit incapable de trouver des acheteurs. D'autant plus que certaines banques lui soufflaient dans le cou pour reprendre leur argent. Au total, Coventree fait face à des besoins de financement de 1,6 milliard.

Jeudi matin, plusieurs institutions financières ont annoncé une mesure sans précédent visant à convertir des titres en obligations à taux variable à terme. Le marché du papier commercial au Canada fait environ 120 milliards, mais la tranche problématique est celle émise par les institutions non bancaires, qui pèse 40 milliards.

Chez les économistes hier, une chose était claire: quoi que fasse la Banque du Canada au cours des prochaines semaines, elle n'augmentera pas ses taux. L'inflation n'est pas entièrement sous contrôle, mais le timing serait beaucoup trop mauvais.

«Bien que les risques aient grimpé, nos prévisions pour l'économie canadienne font état d'une croissance de 2 % à 2,5 % en 2008», a écrit Craig Alexander, économiste en chef adjoint à la Banque Toronto-Dominion. «Ceci signifie que la Banque du Canada reviendra un jour à ses hausses de taux, mais la volatilité des marchés financiers fait en sorte qu'elle les laissera tels quels en septembre.»

Le Devoir

vieux comme les jeunes. On rappelle cela pour mieux signifier que celui qui fut à l'origine, avec Mingus et Ornette Coleman, du free jazz invita alors Coleman Hawkins aussi bien que Roy Eldridge. On l'aura compris, Max était aussi une contradiction du sectarisme.

Evidemment, l'homme avait sa part d'ombre. On pense à ces années consommées dans les brumes de l'alcool. Tout débute avec le drame de sa vie: les morts accidentelles en 1956 du trompettiste Clifford Brown et du pianiste Richie Powell. En Brown, il avait trouvé son alter ego, son frère d'armes, son maître es complications. Ensemble, ils avaient fondé l'un des cinq ou six meilleurs quintets dans l'histoire du jazz. Qui n'aime pas *Study In Brown* ou *At Basin Street* n'aimera jamais cette musique mal nommée.

Toujours est-il qu'après le décès de Brown, il va labourer ce goût qu'il a pour ces aventures où le trompettiste est l'éclaircieur par excellence, le batteur demeurant l'architecte d'enjeux souvent politiques. Pour s'en convaincre, il suffit de s'arrêter aux titres des albums auxquels il a participé: *Freedom Suite*, *We Insist: Freedom Now Suite*, *It's Time*. Des manifestes autant que des disques.

Tout logiquement, ce parcours de combattant va l'amener, à la fin des années 60, à prendre une route différente de celle choisie simultanément par Miles Davis. Ce dernier emprunte la voie électrique? Max opte pour la mise en relief, parfois révoltée, de l'africanité. Il va s'activer sur le front du free jazz en alignant les duos, d'abord avec Anthony Braxton, puis avec Archie Shepp, puis Cecil Taylor. Il va également répondre aux requêtes musicales de certains écrivains: Sam Shepard d'abord, Toni Morrison ensuite. Entre les deux, il enseigne quand il n'anime pas cette formation regroupant sept percussionnistes baptisée M' Boom Re.

Voilà, lui décédé, le jazz vient de perdre son battant, athénien et non spartiate. La précision est d'une extrême importance.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse-Canada est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390